**COMPTE RENDU DE LA SEANCE PUBLIQUE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 FEVRIER 2018**

Mon cher Collègue,

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil Municipal se réunira en séance publique au CHATEAU PEIXOTTO, salle des Délibérations, **le 8 février 2018, à 18 H.**

Je compte donc sur votre présence à cette occasion et vous en remercie par avance.

Veuillez agréer, Mon cher Collègue, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Emmanuel SALLABERRY

ORDRE DU JOUR

RAPPORTEUR M. LE MAIRE

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance publique du 18 décembre 2017
- 2 - Délégations du Conseil Municipal à Monsieur le Maire

RAPPORTEUR M. DUART – Adjoint délégué à l’Enseignement et au Péricolaire

- 3 - Convention d'interprétariat physique et/ou par téléphone
- 4 - Concerts en Accueils Péricolaires Maternels – Partenariat Projet «En bas si j’y suis» porté par le Centre Social Mix-cité

RAPPORTEUR M. JESTIN - Adjoint délégué aux Finances et aux Propriétés Communales

- 5 - Signature d'une convention de servitude de passage parcelle AX 556 rue des Anciens Combattants d'Afrique du Nord/ Modification
- 6 - Signature d'un avenant à l'acte de vente entre la Ville de Talence d'une part et Monsieur FLAQUIERE et Madame LABRE d'autre part / Parcelle A0 599 - 18 rue Armand LEROI
- 7 - Reconversion des terrains dits ACAPULCO – CHANTECLER – SITE DE THOUARS, Talence : approbation du cahier des charges de cession
- 8 - Rapport d'Orientations Budgétaires – Exercice 2018

RAPPORTEUR Mme FABRE-TABOURIN – Adjointe déléguée au Développement durable

- 9 - Signature d'une convention «Trottoirs vivants» avec Bordeaux Métropole pour la végétalisation des trottoirs et la gestion des trottoirs végétalisés
- 10 - Platane Parc du Couvent – Dépôt déclaration préalable de travaux

RAPPORTEUR M. PRADES – Adjoint délégué aux Partenariat locaux

- 11 - Couverture de deux courts de Tennis, rénovation d'un terrain de tennis et création de deux terrains de padels - Demande de subvention

RAPPORTEUR Mme PITOT – Adjointe déléguée aux Ressources Humaines

12 - Tableau des effectifs : cadre d'emplois des agents de police municipale fusion des échelles de rémunération 4 et 5 en catégorie C

oOoOoOoOoOo

Le Conseil Municipal, convoqué le 2 février 2018, s'est réuni au Château PEIXOTTO, salle des Délibérations, le 8 février 2018 à 18 h, sous la présidence de Monsieur Emmanuel SALLABERRY, Maire.

PRESENTS : M. SALLABERRY, Maire, M. VILLEGA-ARINO, M. DUART (jusqu'à la question n° 10), M. JESTIN, M. PARANTEAU, Mme CASTAGNERA, M. GOYER, Mme FABRE-TABOURIN, Mme CHADEBOST, Mme DENON-BIROT, M. PRADES, M. LABOURDETTE (à partir de la question n° 2), Mme DESGUERS, Mme PITOT, M. PENE (à partir de la question n° 2), M. CAZABONNE, Mme BEGE-SEURIN, Mme BONORON, M. BONNIN (à partir de la question n° 8), Mme CHABBAT, M. ERCHOUK, M. GARRIGUES (entre les questions 1 et 8), M. GELLE (jusqu'à la question n° 7), Mme IRIART, M. JEAN, Mme LARTIGUES, Mme MAURES (à partir de la question n° 7), Mme ROSSI, Mme SAUTOUR (à partir de la question n° 7), M. AMBRY, Mme GREGLARD-NEDELEC, Mme ZANOTTI, M. DELLU, Mme SAHOULBA, Mme DE MARCO, M. GUERIN, Mme RAMI, M. CONTE, Mme CONGOSTE

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION : Mme SALLET (procuration à M. DUART jusqu'à la question n° 10), Mme HIERET (procuration à M. GOYER), M. PENE procuration à Mme DESGUERS pour la question n° 1), M. BESSE (procuration à Mme BONORON), M. BONNIN (procuration à M. SALLABERRY pour les questions de 1 à 7), M. FARGUES (procuration à Mme PITOT), M. GARRIGUES (procuration à M. JESTIN à partir de la question 9), Mme MAURES (procuration à Mme CHABBAT entre les questions n° 1 et n° 6), Mme SAUTOUR (procuration à Mme IRIART de la question n° 1 à la question n° 6)

ABSENTS : Mme SALLET (pour les questions 11 et 12), M. DUART (pour les questions 11 et 12), M. LABOURDETTE (pour la question n° 1), T. GELLE (à partir de la question n° 8)

M. PARANTEAU a été désigné comme secrétaire de séance

oOoOoOoOoOo

N° 1- Approbation du procès-verbal de la séance publique du 18 décembre 2017

M. LE MAIRE : Y a-t-il des commentaires, des remarques ? Non. Approuvé. Je vous remercie.

DELIBERATION

Monsieur le Maire expose :

«Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance publique du 18 décembre 2017.»

Le Conseil Municipal, après délibéré, donne son accord par 42 VOIX POUR

Reçue en préfecture le 12/02/18

N° 2 - Délégations du Conseil Municipal à Monsieur le Maire

Mme ZANOTTI : Excusez-moi, avant de parler de cette délibération, nous avons noté qu'il n'y avait aucune décision pour ce Conseil municipal. Est-ce que cela veut dire que vous n'en avez pris aucune ?

M. LE MAIRE : Non, nous en avons deux-trois et nous avons décidé de les regrouper lors du prochain Conseil.

La délibération n° 2 est une délégation technique. En fait, cette délibération vous permet, si nous l'adoptons, de modifier la délibération n° 4 du Conseil municipal en date du 18 octobre 2017. Cette actualisation se justifie par l'existence d'éléments dont la clarté pouvait être précisée, notamment pour le droit de préemption, le droit de priorité et le dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme qui étaient indiqués «dans les conditions fixées par le Conseil municipal», ce qui n'était pas forcément quelque chose de très clair. La présente délibération se charge donc uniquement de supprimer cette mention – il n'y a aucune autre modification – afin d'éviter tout risque juridique justement dans le cas où nous aurions une décision prise dans les domaines précités. L'intérêt est double : sécuriser les décisions du Maire prises à la suite de la délégation du Conseil municipal, et puis je voulais en profiter pour évoquer un projet que je voulais vous présenter ce soir sur une acquisition qui m'a été proposée il y a maintenant de cela quelques semaines, le 15 janvier, et pour laquelle je me suis rendu jeudi dernier sur site. Il s'agit pour la Ville de pouvoir acheter de façon prioritaire le château des Arts. Ce château, qui date de la fin du XIX^e siècle, s'étend sur un petit peu plus de 15 000 m² de terrain, dont 7 000 m² d'un espace boisé, classé et protégé dans le cadre du plan local d'urbanisme. Un château de 640 m² utiles, puisque 320 m² sont au sous-sol. Il y a aussi quelques bâtiments modulaires dont l'état est quelque peu perfectible. Des bâtiments en dur également, mais surtout un superbe parc sur l'avant et puis un témoignage important de l'histoire, avec notamment une magnifique cheminée avec des initiales. D'ailleurs, le chef du service urbanisme nous a dit à quoi elles correspondaient, puisque c'était marqué «S.M.», donc il fallait que nous sachions. La propriétaire qui a fait édifier le château est Mme Simone MARSAN. Il est plutôt pas mal, il est aussi doté d'une alarme, et surtout cette acquisition nous permettra de protéger le château puisqu'il redeviendra propriété municipale, ce qu'il était il y a encore un petit peu plus de 70 ans. La Ville l'avait alors vendu pour 600 000 € si l'on devait faire la conversion, mais en francs constants, pas en francs courants. Nous l'avons visité avec un certain nombre d'adjoints et de conseillers municipaux, et puis les services. Il a quelque chose ce château. Et puis surtout, il y a un parc magnifique.

Maintenant, que faire de ce château ? Pour l'instant, la décision n'est pas à proprement parler prise et puis, je pense qu'il faut voir, dans le cadre de ce que je vous avais dit, notamment sur la concertation et puis demander l'avis aux gens peut-être, de leur demander ce que nous pourrions y faire. Il y a plein d'idées, j'ai plein d'idées. Tout le monde peut avoir une idée dans les domaines de compétences ou d'interactions qui sont les siennes, mais en tout cas l'idée aujourd'hui – qui ne vous est pas soumise puisque c'est une décision municipale, mais je préférerais de façon anticipée vous la dire – est d'acheter ce château pour un prix de vente à ce jour estimé par l'État à 2 400 000 €. Je rappelle que l'estimation initiale était de 3 millions d'euros. Le bénéfice de cette vente, moyennant les commissions de l'État, sera reversé intégralement au rectorat qui est propriétaire, puisque cela hébergeait les locaux du GRETA.

En tout cas, un château aussi beau avec un emplacement exceptionnel, en face de terrains de la Ville – puisque nous avons en face le CAJ et le service des jardins notamment – pourra permettre à la Ville de se doter d'un équipement exceptionnel, d'un quatrième château pour y faire plein de projets. Parce que sur 15 000 m²... Et en tout cas, cela permettra de sauvegarder et de protéger le patrimoine, ce qui, j'en suis sûr, nous rassemblera tous. Puisqu'il n'est pas d'amour, il n'est que des preuves d'amour, cela permettra une fois encore à Talence de protéger le cadre de vie des habitants et des habitantes, et du parc boisé.

Voilà ce que je voulais vous dire. Je vais bien sûr vous donner la parole. De toute façon, vous allez également pouvoir prendre la parole sur la décision si vous voulez en discuter. C'est juste que juridiquement, il s'agissait d'être sûr qu'il ne puisse pas y avoir d'entache à l'acte d'achat. Les négociations avec l'État seront menées jusqu'au terme, c'est-à-dire à peu près le 15 mars, puisque j'ai deux mois, puisque c'est ma délégation propre, pour me décider de manière à voir si jamais il y a une marge de négociation, et surtout sur un certain nombre de points. En tout cas, c'était une bonne nouvelle que je voulais vous annoncer ce soir. Je vous laisse la parole bien évidemment.

Mme DE MARCO : Merci, Monsieur le Maire de commencer par cette annonce en Conseil municipal. Voici une très bonne nouvelle, une excellente nouvelle. Sachez que ce château des Arts, nous savions depuis un petit moment qu'il était en vente, puisque le GRETA devait partir. Lors de la réunion l'an passé avec M. le préfet, cette réunion c'était à l'issue du départ des migrants qui étaient au château des Arts, j'ai interrogé à cette réunion publique le préfet sur le devenir du château. Lui-même a précisé que ce château serait vendu et que l'État avait besoin d'argent. 3 millions, a-t-il proposé. C'est un château qui est très intéressant, dont nous avons essayé il y a quelques années avec quelques personnes de le faire classer au patrimoine, mais seulement il n'a pas une architecture assez remarquable pour pouvoir être inscrit au patrimoine. Par contre, c'est quand même un joyau un petit peu du XVIII^e. C'est surtout le patrimoine talençais ce château, puisque – vous ne l'avez peut-être pas dit, mais vous le savez – c'est la belle-famille de François MAURIAC qui y habitait. François Mauriac s'est marié dans ce château en juin 1913. Nous avons des photos. C'est un lieu remarquable. Il y a à l'intérieur, je crois, une magnifique cheminée et une double grille, ce qui est assez rare. Sachez que quand nous avons appris que ce château serait vendu, j'ai sollicité le Conseil départemental afin qu'il puisse réserver cette bâtisse pour l'extension du collège Henri Brisson, puisque vous n'êtes pas sans savoir que le collège est actuellement saturé et qu'il est nécessaire de trouver une solution pour cette saturation, puisqu'il ne peut pas accueillir plus de 600 élèves et qu'il y a dans cette zone énormément de constructions, plus de 300 logements en construction. Alors, le Conseil départemental ainsi que les élus du Conseil départemental n'ont pas donné suite à cette proposition de réserver le château des Arts pour anticiper l'avenir et prévoir l'extension. Autant vous dire que nous sommes ravis de savoir que la municipalité va l'acquérir, en espérant qu'il sera gardé quand même dans son intégralité. Pourquoi ? Parce que c'est déjà un château qui a eu pas mal de projets de promoteurs ou de personnes privées intéressés. Là, j'ai eu connaissance de certains projets. Bien sûr, il y a des restrictions pour construire, puisqu'il a été en partie protégé au PLU, mais il n'empêche qu'il y a quand même des possibilités de construction. J'espère qu'il n'est pas question – je vous

le dis – de faire cet achat et ensuite d'envisager de se séparer d'autres biens municipaux sous le prétexte de devoir rembourser cet achat que nous n'avons pas vu sur les orientations budgétaires. Mais nous ne pouvons que nous féliciter que vous ayez donc franchi le pas et décidé d'en faire un projet talençais et j'espère dans son intégralité, parce que, je le répète, ce château, vraiment, c'est aussi l'histoire de Talence et François MAURIAC, dans ses écrits, en parle également à l'époque où il allait depuis ce château chercher le tramway qui passait à cette époque devant l'église de Talence.

Donc, je pense que nous reviendrons sur cette délibération et vous avez, bien sûr, tout à fait notre accord et notre enthousiasme.

M. LE MAIRE : Merci beaucoup. Une petite précision. Je pense que le roman dont vous parlez, Madame DE MARCO, c'est *Le désert de l'amour*.

Mme DE MARCO : Je vois que vous connaissez vos classiques.

M. LE MAIRE : Il aurait été surprenant de vous proposer un élément au DOB alors que la première délibération n'était pas votée. C'est la raison pour laquelle il y a une ligne sibylline qui permet d'héberger cette vente.

M. CONTE : Merci, Monsieur le Maire. Je voudrais simplement rappeler à cette assemblée qu'à de nombreuses reprises j'avais proposé l'achat de ce château des Arts pour y faire l'ECCV. Et à de nombreuses reprises, il m'a été répondu que c'était impossible. Mais je vois que ce qui était impossible hier devient possible aujourd'hui. Et à l'avenir, on ne sait pas ce qui va arriver. Alors, c'est possible et pourquoi était-ce impossible hier ?

M. LE MAIRE : Alors, d'abord parce que pour construire une école de musique ou un équipement il faut encore en être propriétaire, ce qui n'était pas encore le cas ni hier ni aujourd'hui. Et puis, puisque cela vous intéresse, bien évidemment, c'est grâce à la capacité des endettements et des efforts financiers fournis par la Ville que je suis sûr vous soulignerez tout à l'heure dans le cadre du DOB, que cela nous permet de dégager quelques marges de manœuvre et ainsi acheter ce château.

M. DELLU : Oui Monsieur le Maire, sur l'information que vous venez de donner au Conseil municipal évidemment nous ne pouvons que nous en réjouir, d'autant plus que je vous ramènerai un tract. Alors, vous me pardonnerez une marge d'erreur d'une année, mais je pense que c'était de 2001 de notre groupe qui proposait effectivement d'acquérir ce bâtiment. À l'époque, l'immobilier était probablement 40 % moins cher, mais enfin bon, encore une fois... Cela, c'est un élément, de toute façon, positif au regard bien sûr du patrimoine municipal. La manière sibylline, il suffisait de lire dans le DOB les 2,4 millions d'euros mis sur les acquisitions foncières et on avait tout de suite deviné le prix, puisque l'information circulait déjà sur l'acquisition en question. Donc, une bonne chose. Je précise que pour ce qui est d'y construire des extensions de collège ou quoi que ce soit, le président du Département a répondu après analyse des services. Il va de soi que le terrain ne s'y prête pas, que les locaux ne s'y prêtent pas et qu'en conséquence il n'était pas envisageable de construire, d'autant plus que vous le savez, le Département, eu égard à la dynamique démographique sur

l'ensemble du Département, le Conseil départemental retravaille la carte scolaire. Donc, cette proposition ne rentrait pas du tout dans le cadre et était techniquement très limitée en intérêt, sauf à raser le parc, bien sûr.

M. LE MAIRE : C'était un lycée, un LEP exactement. Juste rappeler qu'indépendamment des tracts ou de la volonté que pour y construire il faut encore que ce soit en vente et que c'est en vente aujourd'hui.

M. CAZABONNE : Oui, j'adore cette discussion, parce que comme chaque fois la victoire a cent pères et la défaite est orpheline. Donc aujourd'hui que c'est faisable, tout le monde se rappelle qu'il avait pensé à. Je dirais simplement – et nous devons avoir des échanges de courriers qui en font preuve – que j'avais proposé cette acquisition. Je savais que c'était fermé et que l'État avait l'intention de le vendre. J'avais donc fait des courriers. On m'avait dit que c'était la Région, parce que c'était un lycée. J'avais écrit à la Région qui m'avait renvoyé sur l'État, et finalement j'avais trouvé que c'était le rectorat. Et j'avais proposé de dire : «Êtes-vous prêts à le vendre ?». Il avait répondu : «Non». Pour l'instant, ils ne voulaient pas le vendre. Quand ils ont voulu, sont arrivés les migrants. La décision a donc été reportée. La décision effective de l'acheter, comme l'a dit M. le Maire, c'est maintenant, parce qu'il y a réellement une opportunité. À l'époque, je voulais l'acheter – et je pense que Patrick VILLEGA devait également à l'époque être le premier adjoint à la culture – pour installer l'école de musique, pas le complexe avec une salle. C'était l'école de musique. Cela ne s'était pas fait puisque nous n'avons pas pu l'acheter et après, naturellement, nous sommes partis sur d'autres projets : l'école de musique, Margaut, etc., et nous sommes arrivés sur le terrain actuel. Donc maintenant, il est là, nous pouvons l'acheter, c'est une très bonne chose. Il faudra en déterminer l'utilisation.

M. LE MAIRE : Bien, les votes sur cette délibération. Je ne parle pas sur le château des Arts. C'est une décision municipale que je prendrai dans le secret de mon bureau, mais je voulais vous en faire part avant et de la bonne nouvelle, que vous puissiez y répondre. Vous voulez dire quelque chose sur cela ? Sur la délibération ?

M. DELLU : Sur la délibération elle-même justement. Il est assez dur de comparer le texte qui nous est soumis avec le précédent, quand forcément nous n'avons pas de version informatique sous les yeux. Vous nous assurez que l'ensemble des modifications ne relève que du paragraphe que vous avez...

M. LE MAIRE : Je pensais que vous aviez quand même conservé la vidéo de l'élection du 18 octobre 2017. Ce n'est pas si loin que cela. Mais je vous confirme que c'est uniquement la suppression de : «*Dans les conditions fixées par le Conseil municipal*», ce qui d'ailleurs juridiquement existait depuis la nuit des temps, mais qui ne veut en l'occurrence rien dire, puisque soit on habilite, soit on n'habilite pas. Et puis, je rappelle que c'est droit de préemption, droit de priorité. C'est plutôt dans le bon sens de la Ville.

M. CONTE : Oui, simplement pour rappeler une chose, c'est que le droit à construire pour l'ECCV centre-ville, c'est environ 1 million d'euros environ, plus le soutien du parking,

1,3 million d'euros, ce qui nous fait, 1 million + 1,3 million, 2,3 millions, c'est-à-dire l'équivalent des 15 000 m² et du château.

M. LE MAIRE : Oui, à supposer bien évidemment que si nous avions construit l'ECCV là-bas il n'y aurait donc pas fallu de fondations. Je m'inquiète des futures solidités de vos édifices, Monsieur CONTE.

M. CONTE : Cela, cela s'appelle botter en touche.

M. LE MAIRE : Non, cela s'appelle avoir des fondations à un bâtiment de plusieurs étages. Moi, je préfère retenir que nous allons faire l'ECCV et un autre projet ou d'autres projets à côté. Vos votes, s'il vous plaît.

M. GUERIN : Excusez-moi. C'était juste une petite interrogation. Cette délibération 2 «élection exécutif», donc par rapport aussi aux décisions municipales, l'exécutif, c'est l'exécution du fonctionnement habituel sur lequel il y a effectivement une délégation. Nous n'allons pas demander à tout bout de champ à cette assemblée des décisions. Mais globalement, je trouve quand même que c'est étonnant que l'on nous présente par ailleurs au vote des délibérations sur des actes bien plus anodins ou gratuits. Donc, si nous voulions gagner du temps, effectivement, ce genre de choses par rapport à cela où nous voyons qu'il y a quand même des choses sur lesquelles nous sommes beaucoup engagés, où là, vous venez de redire à plusieurs reprises, vous en enorgueillissant un peu, que de toute manière c'est ma décision personnelle et j'engage 2,4 millions. Cela ne paraît effectivement pas une paille et il est étonnant après que vous veniez nous demander de nous déterminer sur cela et surtout encore après que nous découvrions des fois des délibérations sur oui ou non on prend en compte des actes qui sont beaucoup plus anodins à mon avis, qui engagent beaucoup moins la municipalité.

M. LE MAIRE : Monsieur GUERIN, une réponse très claire. Je vous propose d'appeler le Premier ministre et le Président de la République pour changer le Code général des collectivités territoriales, car s'il nous est fait interdiction de proposer une délibération sur des choses qui auraient déjà été déléguées, ce qui entacherait la délibération d'illégalité. J'ai préféré non pas m'enorgueillir, mais vous prévenir que j'allais prendre cette décision municipale. Si nous avons procédé par une délibération, nous aurions eu un acte invalide et donc une incapacité d'acheter. Il ne s'agit donc pas d'un effet de manche, sinon je vous aurais fait une délibération et je vous aurais tout dit. Voilà, une question légale.

DELIBERATION

Monsieur le Maire expose :

«L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorise le Conseil Municipal à déléguer au Maire un certain nombre de missions, dans le but d'assurer une simplification et une meilleure efficacité dans la gestion des affaires courantes.

Par délibération n°4 en date du 18/10/2017, le Conseil Municipal m'a ainsi délégué un certain nombre d'attributions en application de l'article L-2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces délégations, qui s'appliquent tout au long du mandat, tenaient compte des dernières évolutions juridiques issues de l'article 85 de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 notamment en ce qui concerne les modifications apportées aux 15°, 19°, 21°, 22°, 27° et 28° de l'article susvisé.

Or, certaines de ces modifications reprises dans ladite délibération exigent, pour des raisons de sécurité juridique, un éclaircissement.

Il s'agit ainsi des délégations en matière de droit de priorité, de droit de préemption et dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux.

Je vous propose donc aujourd'hui de me déléguer, pour la durée du mandat, et sous réserve d'en rendre compte a posteriori à notre assemblée conformément aux prescriptions des articles L.2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les compétences suivantes :

- d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux, et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales,
- de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L1618-2 et au a de l'article L2221-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,
- de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,
- de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,
- d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €,
- de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,
- de fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines) le montant des offres de la Commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,
- de décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement,
- de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,
- d'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au premier alinéa de l'article L.213-3 du CGCT,
- d'intenter au nom de la Commune les actions en justice ou de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € dans les domaines suivants :
 - Constitutions de partie civile de la Commune afin d'obtenir réparations de tous préjudices et dommages subis par la Collectivité,
 - Personnel Municipal,
 - Gestion des services publics locaux (y compris blocage des prix et des revenus afférents à ces services),
 - Marchés et contrats de prestations de services,
 - Urbanisme,
 - Ouvrages publics :
 - Dommages causés aux usagers,
 - Dommages causés aux tiers,
 - Fonctionnement des organes des collectivités locales,
 - Pouvoirs de Police du Maire,
 - Éducation,
 - Gestion du domaine communal,
 - Mises en cause de la responsabilité de la Ville.

- de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 40 000 €,
- de donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la Commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
- de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux,
- de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 000 000 € par an,
- d'exercer ou de déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du même code,
- d'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'Urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles,
- d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- de procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux,
- d'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.»

ADOpte PAR 38 VOIX POUR
5 ABSTENTIONS (EELV – Une vraie gauche pour Talence)

Envoi en Préfecture le 09/02/18

N° 3 - Convention d'interprétariat physique et/ou par téléphone

M. DUART : Oui, mes chers collègues, comme vous le savez peut-être, nous recevons sur Talence de plus en plus de familles étrangères. Beaucoup de ces familles ne parlent pas un mot de français, ce qui complique la communication au moment des inscriptions, et puis tout au long de l'année pour certaines interventions. C'est pourquoi vous aviez autorisé M. le Maire en 2016 à signer une convention avec Intermed Gironde à qui nous faisons appel lorsque nous avons besoin d'interprètes.

Je vous propose cette année d'autoriser M. le Maire à renouveler cette convention.

M. LE MAIRE : Des observations avant le pour ou le contre ? Cela vous va ? À l'unanimité, je vous remercie.

DELIBERATION

Monsieur DUART, Adjoint délégué à l'Éducation et aux Activités Périscolaires, expose :

«Par délibération en date du 23 mai 2016, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer une convention avec l'association INTERMED GIRONDE. Cette association propose de l'interprétariat physique ou par téléphone dans un nombre relativement important de langues, sous forme de forfait payant de 1 heure.

Ce partenariat a été mis en place, dans le domaine scolaire, durant l'année 2016/2017 et a permis d'organiser sept interventions (3 en Russe, 2 en turc et 2 en bulgare). Lors de chaque intervention, chaque famille a pu rencontrer un agent du service Éducation Enfance, la directrice et/ou l'enseignant(e), le directeur des temps périscolaires.

Ces rencontres permettent de transmettre le maximum d'informations à la famille concernant la scolarisation et facilitent sans aucun doute une meilleure intégration des enfants.

Afin que les services municipaux de l'éducation et les directeurs d'écoles puissent de nouveau utiliser les services de cette association, dans le cadre d'une procédure encadrée, je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec l'association INTERMED GIRONDE, la convention d'interprétariat physique et/ou par téléphone jointe à la présente délibération.»

Adopté par 43 VOIX POUR

Reçue en Préfecture le 12/02/18

N° 4 - Concerts en Accueils Périscolaires Maternels – Partenariat Projet «En bas si j'y suis» porté par le Centre Social Mix-cité

M. DUART : Le centre social se propose de lancer une manifestation qui va s'appeler «En bas si j'y suis» en partenariat avec Rock & Chanson. Plusieurs services de la Ville sont également partenaires. Le service éducation souhaite se joindre à ce projet qui a pour but de sensibiliser les enfants du quartier aux activités artistiques. C'est pourquoi je vous propose d'autoriser M. le Maire à signer les documents concernant ce partenariat.

M. LE MAIRE : Des observations ?

Mme GRESLARD-NEDELEC : Monsieur le Maire, vous savez que nous soutenons toujours tout ce qui peut concourir d'une part à l'animation de ce quartier – quartier politique de la ville, je le rappelle – et tout ce qui peut concourir aussi à faire à la fois du lien social et de l'accompagnement à la parentalité à la fois dans le domaine de la culture et de la scolarité. C'est un projet qui est bien construit avec des partenaires connus, reconnus, qui ont des compétences assurées. Donc, bien sûr, nous voterons pour.

M. LE MAIRE : Événement gratuit, je le rappelle. D'autres observations ? Unanimité ? Je vous remercie.

DELIBERATION

Monsieur DUART, Adjoint délégué à l'Education et aux Activités Périscolaires, expose :

«Le centre social Mix-cité de Talence, en partenariat avec l'association Rock et Chanson et certains services de la Ville (Culture, Dôme, Cohésion sociale et territoriale) lance cette année 2018 un projet intitulé «En bas si j'y suis» ayant pour objectif de sensibiliser la population du quartier de Thouars aux activités artistiques et d'établir un lien avec les grands événements culturels portés tout au long de l'année sur le territoire.

Le service éducation souhaite s'associer à ce projet en accueillant un mini-concert de 30 minutes sur les temps périscolaires des écoles Ravel, Michelet, St Exupéry et Picasso. Ce temps fort festif, ouvert à l'ensemble des familles des écoles concernées, serait le point de départ d'un cycle d'ateliers sur le thème du carnaval. Il permettra également aux familles qui ne le connaissaient pas, d'identifier le temps périscolaire et ses propositions d'activités.

Afin de formaliser le cadre de ce partenariat, je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire, à signer les différents documents relatifs à ces interventions joints à la présente délibération.»

Adopté par 43 VOIX POUR

Reçue en Préfecture le 12/02/18

5 - Signature d'une convention de servitude de passage parcelle AX 556 rue des Anciens Combattants d'Afrique du Nord/ Modification

M. JESTIN : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vous rappelle que par délibération du 16 octobre dernier nous avons autorisé la signature d'une convention de servitude de passage entre la Ville et les consorts LECLAIRE sur la passerelle AX 556 rues des Anciens combattants d'Afrique du Nord. Il s'agit ici de rajouter la possibilité de réaliser des branchements par le biais de cette servitude, étant entendu bien sûr que tous les frais engagés, qu'ils soient d'entretien ou de passage des différents réseaux, sont évidemment à la charge des consorts LECLAIRE. Également les frais de constitution de la servitude et tout ce qui va avec.

M. LE MAIRE : Merci. Des observations ?

Mme DE MARCO : Non, dans la continuité de notre vote précédent, nous allons nous abstenir.

M. LE MAIRE : Très bien.

DELIBERATION

Monsieur JESTIN, Adjoint délégué aux Propriétés communales, expose :

«Par délibération en date du 16 octobre dernier, vous avez autorisé la signature d'une convention de servitude de passage entre la Ville et les Consorts LECLAIRE sur la parcelle AX 556 rue des Anciens Combattants d'Afrique du Nord à Talence.

Comme il vous l'avait été expliqué, cette servitude leur permettra de réaliser une sortie automobile. L'entreprise en charge de la maîtrise d'œuvre du projet des Consorts LECLAIRE n'avait pas encore défini précisément le raccordement de la future maison aux réseaux publics existants. Ces branchements devant se réaliser sur la rue des Anciens Combattants d'Afrique du Nord, il convient de modifier le projet de convention de servitude de passage afin d'y inclure une autorisation de faire transiter les différents réseaux sous l'emprise définie au plan ci-joint et assurant l'accès automobile au terrain.

Les conditions posées par la Ville dans la délibération seront bien évidemment maintenues, à savoir pour rappel :

- la réalisation des travaux demeurera à la charge des Consorts LECLAIRE qui ne pourront employer à cette occasion que des matériaux drainants afin d'éviter toute imperméabilisation définitive de l'espace. Ces travaux seront réalisés conformément au plan ci-joint et ne pourront donner lieu à aucune coupe ou abattage des arbres situés sur la parcelle communale,
- l'entretien de la servitude de passage y compris en ce qui concerne les réseaux demeurera à la charge des bénéficiaires de celle-ci,
- l'ensemble des frais de constitution de cette servitude seront supportés par les Consorts LECLAIRE,
- la signature de la convention interviendra après l'acquisition des parcelles par les Consorts LECLAIRE.

La convention de servitude prendra la forme d'un acte authentique établi en la forme administrative.

C'est pourquoi je vous demande :

- de bien vouloir m'autoriser à signer une convention de servitude de passage sur la parcelle communale cadastrée AX 556 au profit des parcelles AX 493p et AX 552p, avec Monsieur et Madame LECLAIRE, demeurant 34 rue Peydavant à Talence aux conditions susvisées et les documents relatifs à ce dossier.»

ADOPTE PAR 38 VOIX POUR
5 ABSTENTIONS (EELV – Une vraie gauche pour Talence)

Reçue en préfecture le 12/02/18

N° 6 - Signature d'un avenant à l'acte de vente entre la Ville de Talence d'une part et Monsieur FLAQUIERE et Madame LABRE d'autre part / Parcelle A0 599 - 18 rue Armand LEROI

M. JESTIN : Nous avons, par délibération du 21 septembre, approuvé la cession de la maison située 18 rue Armand Leroi au profit de M. Aubin FLAQUIÈRE et de Mme Sonia LABRE pour un prix de 165 200 €. L'acte authentique a été signé en 2016 et il comprenait une clause de complément de prix prévoyant dans un délai de cinq ans à compter de la vente le reversement de toute plus-value réalisée à la ville, déduction faite des travaux réalisés par les acquéreurs et de l'impôt sur la plus-value afférant à cette mutation. Nous avons été informés récemment que le bien en question était vendu au prix de 224 743 € et déduction faite de l'ensemble des éléments que je vous ai donnés plus haut, il reste une plus-value de 1 325,29 €. Donc, je vous propose d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant régularisant le versement de cette plus-value.

M. LE MAIRE : C'est donc là aussi une gestion saine de nos propriétés. C'est la première fois que la Ville va appliquer cette clause dite de bonne fortune juridiquement et qui nous permettra d'absorber une partie de la plus-value réalisée par le propriétaire.

Mme DE MARCO : Merci. J'ai regardé la délibération du 21 septembre 2015 où nous avons approuvé la cession de cette maison qui a été approuvée en dessous de l'estimation des Domaines. Il était de 200 000 €, les Domaines avaient estimé cette maison et sa parcelle à 200 000 € et nous l'avons vendue – parce qu'il n'y avait soi-disant pas beaucoup d'acquéreurs, etc. Je ne sais pas s'il y a eu beaucoup de publicité – 165 200 €. À l'époque, nous nous sommes abstenus ou nous avons voté contre, estimant quand même que le prix des Domaines était une référence. Aujourd'hui, je peux comprendre qu'il peut y avoir plein de situations qui font que les gens ne peuvent pas rester, peut-être qu'ils ont fait des travaux, etc. Je peux comprendre que les personnes ne gardent pas le bien. Cela fait à peine un an qu'ils l'ont achetée, puisque vous dites bien dans la délibération qu'ils l'ont achetée au mois d'avril 2016. Donc, je peux comprendre qu'ils veulent se séparer de ce bien, mais sur le principe du fait que cette maison a été vendue en dessous du prix des Domaines, c'est-à-dire qu'à l'époque nous avons perdu 35 000 €, je veux bien récupérer 1 325 €, mais ce n'est rien par rapport aux 35 000 € que nous avons perdus sur la vente et sur l'estimation. Donc, sur ce principe-là, vous comprenez bien que nous pouvons nous réjouir de gagner 1 300 €, mais nous en avons perdu plus. Donc, nous allons nous abstenir.

M. LE MAIRE : Alors, d'abord vous préciser que les raisons de la vente sont d'ordre familial et privé, qu'elles ne regardent pas ce Conseil. Je note que vous n'avez pas eu la même

émotion lorsque le prix du Domaine du château des Arts était de 3 millions d'euros et que nous allons l'acheter moins de 2,4 millions d'euros.

M. AMBRY : Ce n'est pas une vente.

M. LE MAIRE : Si, nous allons l'acheter à l'État.

M. AMBRY : (*inaudible, hors micro*)

M. LE MAIRE : Oui, mais c'est le même prix des Domaines. Je rappelle que la Ville est tenue de suivre ces éléments-là. D'autres observations ?

M. GUERIN : Vous faites référence à des travaux. Pouvons-nous connaître le type de travaux qui ont été effectués ?

M. LE MAIRE : Il y en a pour 44 658,17 €.

M. GUERIN : Cela, c'est effectivement ce que nous pouvons comprendre.

M. LE MAIRE : Non, je ne sais pas. Nous avons l'ensemble des justificatifs, si vous les souhaitez.

M. GUERIN : J'ai eu la curiosité d'aller voir les travaux. Ils ont simplement refait une toiture.

M. LE MAIRE : Oui, mais il n'empêche qu'ils ont mis 44 000 €. C'est une facture qui est validée. Vous avez des informations que je n'ai pas. Ce que je sais vous dire, c'est que le notaire nous a affirmé par écrit – et c'est quand même un homme de loi – que le montant des travaux sur factures s'élevait à 44 658,17 €.

M. GUERIN : Très bien. Et alors, puisque vous parliez de bonne gestion et que vous parlez de notaire, j'ose espérer que les émoluments du notaire de la Ville sont plutôt forfaitisés, parce que si cela coûte plus cher que 1 325 €, nous pouvons carrément lui dire de rester sur place.

M. LE MAIRE : En tous les cas, c'est l'application d'une clause. Je ne sais pas exactement quels sont les émoluments du notaire. Ce qui est sûr, c'est que vous nous aviez demandé à cor et à cri d'avoir une clause dite anti-spéculation. Vous l'avez, nous l'exerçons.

M. GUERIN : C'est sur la forme. Sur le fond, on n'y est pas. Nous l'avons démontré. C'est tout.

M. LE MAIRE : Très bien. D'autres observations ? Monsieur GUERIN, le notaire ne touche rien. Donc, les 1 350 et quelques euros vont directement dans les caisses de la Ville et permettront d'acheter des nichoirs à chauve-souris, qui sait.

M. AMBRY : Je ne vais pas répéter ce qu'on dit mes collègues, que je trouve très pertinent. Je rajouterai avec vous, puisque c'est votre première observation, enfin la mairie fonctionne bien. Ce que nous vous avons dit pendant des années, à savoir que quand on vend au prix des Domaines et en dessous, il y a des gens qui se font de l'argent sur le dos des contribuables talençais, c'est entendu maintenant, parce que ce n'est pas que dans cet acte.

Dans un autre que nous allons voir, il y a la clause de la plus-value également. Moi, je me félicite que les services aient entendu ce que nous avons dit.

M. LE MAIRE : En l'occurrence, c'est le politique qui décide de l'application des clauses ; les services les mettant en œuvre. Je note vos félicitations.

M. CONTE : Merci. Si j'ai bien entendu, le montant des travaux a été estimé globalement à 44 500 €.

M. LE MAIRE : 44 658,17 €. Ce n'est pas estimé, c'est une production de factures.

M. CONTE : 44 600 € plus 165 000 €, cela me donne 209 600 €. Le prix de vente étant de 224 700 €, cela fait un peu plus de 15 000 €.

M. LE MAIRE : Non, cela fait 13 533,04 €, de mémoire. Ce sont tout simplement ce que l'on appelle les frais de notaire puisque l'on ne fait pas une plus-value sur les frais de notaire. Quand ils ont signé l'acte, ils ont eu 13 533,04 € qui rentrent, comme pour vous et pour moi si nous avons une plus-value, dans les calculs de la plus-value.

M. CONTE : Il fallait le préciser.

M. LE MAIRE : Je pensais que c'était logique.

M. CONTE : Je ne suis pas juriste comme vous, Monsieur le Maire.

DELIBERATION

Monsieur JESTIN, Adjoint délégué aux Propriétés Communales, expose :

«Par délibération du Conseil Municipal en date du 21 septembre 2015, vous avez approuvé la cession de la maison située 18 rue Armand LEROI au profit de Monsieur Aubin FLAQUIERE et de Madame Sonia LABRE pour un prix de 165 200 €.

L'acte authentique a été signé le 14 avril 2016. Cet acte contient une clause de compléments de prix prévoyant dans un délai de 5 années à compter de la vente, le reversement de toute plus-value réalisée à la Ville, déduction faite des travaux réalisés par les acquéreurs et de l'impôt sur la plus-value afférente à cette mutation.

Par courrier en date du 12 décembre 2017, Maître Stéphane BROUCA, Notaire de Monsieur FLAQUIERE et de Madame LABRE, a informé la Ville que ses clients avaient signé un compromis en vue de la revente du bien au prix de 224 743,50 €. Cette lettre est accompagnée de diverses factures correspondant aux travaux réalisés. Après déduction de ces dernières, il s'avère que le montant de la plus-value s'élève à 1 325,29 €.

Il convient comme prévu dans l'acte de cession, de régulariser le reversement de cette plus-value à la Ville par la signature d'un avenant au contrat de vente initial.

Maître Edouard BENTEJAC, Notaire à Bordeaux, sera chargé d'assister la Ville dans ce dossier.

Je vous propose donc :

- de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant régularisant le versement de la plus-value réalisée par Monsieur Aubin FLAQUIERE et Madame Sonia LABRE lors de la revente de la maison située 18 rue Armand LEROI à Talence et dont le montant s'élève à 1 325,29 €.»

ADOPTÉ PAR 38 VOIX POUR
5 ABSTENTIONS (EELV – Une vraie gauche pour Talence)

Reçue en Préfecture le 12/02/18

N° 7 - Reconversion des terrains dits ACAPULCO – CHANTECLER – SITE DE THOUARS, Talence : approbation du cahier des charges de cession

M. JESTIN : Par délibération du 23 novembre 2017, nous avons approuvé les échanges fonciers entre la Ville et le syndicat des copropriétaires de la résidence Acapulco. J'avais déjà précisé d'ailleurs lors de la présentation de cette délibération que nous reviendrions devant le Conseil avec un cahier des charges que vous avez désormais devant vos yeux aujourd'hui.

L'objectif évidemment est d'apporter des locaux d'activité dans le secteur. Vous savez que nous avons toujours beaucoup de demandes de locaux d'activité faits sur Talence. Il vous est proposé ici la cession d'une partie de ces espaces tels que figurant au plan ci-joint au moyen d'un cahier des charges que vous avez évidemment en annexe. Tout ce travail a été mené de pair avec les habitants de la résidence puisqu'il y a eu de nombreux ateliers, y compris des structures avoisinantes. Je vous ai rappelé la dernière fois que les échanges de foncier avaient été votés en assemblée générale de la copropriété. Deux cessions différentes. Une première cession, que nous avons appelé îlot A, d'une contenance de 731 m², et une seconde, îlot B, qui correspond à la partie actuelle de la résidence Acapulco pour une contenance de 796 m². C'est l'îlot A qui aurait vocation à accueillir le bâtiment ; l'îlot B étant plutôt réservé pour la partie stationnement. Une hauteur maximum de R+4 à cet endroit-là et dans le cahier des charges, nous avons inclus un certain nombre d'éléments, à la fois de la végétalisation des constructions et également des contraintes pour des constructions respectueuses de l'environnement durable. Nous avons également mis un dispositif d'encadrement des prix de vente ou de location des futurs locaux. L'approbation du cahier des charges permettra de lancer une consultation. À l'issue de cette procédure de consultation, une commission spécifique que je vais vous proposer sera chargée d'analyser les offres selon les critères suivants : 30 % pour la qualité architecturale et paysagère du projet et son insertion dans le site, 30 % pour la qualité du projet du point de vue fonctionnel et économique, 40 % pour le prix de vente. Concernant la commission spécifique, je vous propose la composition suivante : M. le Maire bien sûr, moi-même en tant qu'élu à la requalification du quartier, Frédérique FABRE pour tout ce qui relève à la fois de l'urbanisme et de la participation citoyenne, Marc LABOURDETTE pour l'économie, Jean-Jacques BONNIN en charge des questions de voirie, Christian PENE pour la protection de l'espace urbain, Jacqueline CHADEBOST pour les questions d'espaces verts, Salem ERCHOUK qui est président du conseil communal. Il nous faudrait deux membres de l'opposition. Nous associerions également l'architecte du CUE et Mme FAUCHE qui est la présidente du conseil syndical de la résidence Acapulco, qui pourra se faire assister du syndic de copropriété si elle le souhaite.

Je vous propose donc d'approuver ce cahier des charges, d'autoriser le Maire à lancer la consultation pour publication dans des revues spécialisées et de constituer la commission d'examen des offres avec les membres désignés ci-dessus.

M. GUERIN : Monsieur le Maire, ici, nous avons effectivement une délibération qui est la suite de ce qui avait été évoqué en novembre dernier. Nous notons là un peu toujours une technique que j'appellerais un peu d'effet cliquet où nous avons des délibérations qui après s'affinent. Je trouve que c'est un peu dommage, puisque je pense qu'à cette époque-là, il y avait déjà en tête des aménagements qui étaient prévisibles. Je pense que nous avons une commission urbanisme qui pourrait, d'une façon beaucoup plus intelligente, travailler sur ce genre de sujet plutôt que d'avoir à découvrir cela quelques jours avant, ou comme d'ailleurs dans la dernière délibération, où on nous redit qu'il faut poser nos questions pertinentes un peu plus tôt, surtout quand nous commençons à poser des questions un peu gênantes justement sur les espaces de voirie que nous rachetons. Nous n'avons pas la réponse, nous avons été un peu coupés pour passer au vote.

J'avais deux-trois questions pour un peu préciser les finalités en espérant que cela pourrait être discuté, que nous ayons une meilleure vision des choses dans les commissions d'urbanisme. C'était peut-être un peu le sujet. Il y a une zone qui s'appelle la zone métropolitaine. Quelle est la finalité ? Que comptez-vous en faire par la suite ? Ce sera une prochaine délibération, j'imagine. Donc, une fois qu'on a fait quelque chose de plus en plus après on y va. Cela, c'était ma première question. Oui, j'ai plusieurs questions. Moi aussi je fais effet cliquet.

Ma deuxième question, donc je repose toujours ma question sur l'utilité ou le rachat de l'espace de circulation.

Troisième chose, si j'ai bien compris dans la délibération, la zone en bleu est une zone de parking. C'est une zone que nous avons déjà achetée à Acapulco. Premièrement, est-ce qu'Acapulco a toujours le même nombre de surfaces de parking nécessaires et prévues conformément au PLU ? Et deuxièmement, cette zone de parking, je note dans la délibération qu'elle sera réaménagée pour accueillir les aires de stationnement nécessaires au projet situé sur l'îlot A. Est-ce que cela veut dire que vous avez prévu de revendre, de recéder ou de mettre à disposition gracieusement cet espace de parking pour les gens qui vont acheter l'îlot A ? Qu'en est-il ? Est-ce vendu ?

Voilà un peu toutes mes questions.

M. LE MAIRE : Très bien. Je vais laisser M. JESTIN répondre à cette interrogation.

M. JESTIN : On va refaire un petit peu de pédagogie, parce que je pense qu'effectivement vous avez occulté quelques éléments lors de la présentation de novembre 2017.

Je vous remercie pour le premier commentaire d'une proposition que la commission d'urbanisme aurait pu faire une proposition plus intelligente. Je transmettrai ce message-là à l'ensemble des gens qui ont travaillé sur cette question-là depuis plus de cinq ans.

M. GUERIN : Non je n'ai pas dit qu'elle pouvait le faire plus intelligemment.

M. JESTIN : Si, c'est exactement ce que vous avez dit.

M. GUERIN : Je me suis mal exprimé et je me permets de vous couper. C'est juste dire que ce serait bien plus intelligent que l'on travaille globalement. À mon avis le sens et l'idée d'une commission d'urbanisme, c'est de travailler en amont globalement sur ces sujets-là. J'en veux pour preuve que là nous découvrons aussi... Je ne remets pas en cause l'excellent travail, mais qui est fait dans son coin en amont. Je découvre là qu'on nous demande de nous déterminer alors que le cahier des charges est déjà bouclé. Il faudra aussi le noter. Cela fait justement partie, je pense, des vrais intérêts d'un travail en amont. C'est au sein d'une commission d'urbanisme, je pense que cela a lieu d'être.

M. JESTIN : Merci de votre précision, parce qu'effectivement c'est un peu moins rude, mais il y a un moment, il va quand même falloir choisir : soit on travaille dans la participation avec les habitants, on arrête un certain nombre de choses et on met des plans guides, soit on travaille dans une commission d'urbanisme avec des élus. C'est un choix. Ce n'est pas le choix que nous avons fait. Nous avons travaillé avec les habitants de tout ce secteur-là, les gens d'Acapulco, mais également les responsables d'Aquitanis, les responsables de Domofrance, les gens qui sont dans les espaces publics avoisinants comme les gens de la ville évidemment en ce qui concerne Chanteclerc, mais également de Rock & Chanson. De tout cela, nous avons mis en place une stratégie qui consistait à réaliser des échanges parcellaires ; Acapulco cédant à la collectivité un certain nombre d'espaces qui, avec les sols – c'est ce que je vous ai expliqué au mois de novembre – leur permettait de reconstituer un parking sur ce qui aujourd'hui est une forme – vous me permettez le terme – d'espace non défini, en graves, qui n'est pas très sympathique. Donc, ils reconstituent évidemment leur parking. Ils ont estimé eux-mêmes, ils y ont passé de nombreuses soirées, je crois, de mémoire que l'on reconstitue exactement le même nombre de places que ce qu'ils avaient, peut-être même plus. Il y a peut-être un différentiel positif. Je n'ai pas le chiffre en tête, mais évidemment ils se reconstituent.

En ce qui concerne l'espace métropolitain, c'est tout simplement parce que la partie voirie, qui permet également de desservir des équipements publics autour de Chanteclerc et de Rock & Chanson, sera – nous en avons fait la demande – inscrite dans le contrat de codéveloppement pour que les aménagements puissent se faire. Il y a donc ensuite deux zones qui seraient vendues. La première qui correspond à l'îlot A, sur laquelle on peut accueillir un bâtiment dont nous avons défini avec les habitants de l'atelier d'urbanisme le volume et même la destination. Donc, nous ne l'avons pas fait tout seuls dans notre coin, nous l'avons défini avec les habitants. C'est pour cela que je vous dis qu'il y a un moment où nous choisissons. Soit effectivement, nous décidons entre quelques élus dans une pièce au sein d'une commission d'urbanisme, soit nous travaillons en participation avec les habitants et nous construisons tout cela avec eux. L'îlot B est une partie qui permettra d'accueillir le stationnement correspondant au bâtiment, mais qui ne permet pas de construire dessus.

M. LE MAIRE : Merci, Monsieur JESTIN. Monsieur GUERIN, encore des questions ?

M. GUERIN : Encore des commentaires cette fois-ci. Je ne voudrais pas être désagréable sur l'aspect participatif. Il faut rappeler quand même que lorsque l'on évoque les trois réunions

de conseils communaux sud, je ne sais pas si c'était des réunions à huis clos ou si c'était des réunions publiques.

Deuxièmement, moi, je ne fais que lire l'introduction de la délibération. Cette démarche-là est quand même justifiée par : «*En effet, le service développement économique a constaté depuis plusieurs années le manque de locaux d'activité*». Je vois mal les habitants de Thouars réclamer à cor et à cri un bâtiment de bureaux dans cet endroit-là. Donc, c'est juste pour dire que l'argument me paraît un peu léger.

M. JESTIN : Alors il n'y a pas eu que des réunions de conseil communal puisque nous avons monté un atelier d'urbanisme, nous nous sommes fait accompagner pour monter cet atelier d'urbanisme et nous avons défini un certain nombre d'orientations. Il y avait deux orientations qui pouvaient sortir. Soit du logement, mais avec les habitants d'Acapulco nous avons défini que ces logements ne devaient pas être du logement familial parce qu'il y avait déjà parfois des phénomènes de regroupement, ils étaient déjà victimes d'un certain nombre de passages intempestifs sur leur propre terrain, etc. Et il y avait une vocation qui était plutôt tertiaire. Je ne vous cache pas que je suis plutôt fier aujourd'hui que nous apportions du tertiaire dans ce quartier-là. Nous avons profondément reconstitué ce quartier, nous l'avons profondément transformé et je pense que personne ne peut contester cela. Et si aujourd'hui nous arrivons à apporter de l'activité en plus, c'est-à-dire du travail et de l'emploi à cet endroit-là pour en faire une zone un peu multifonctionnelle avec diverses approches, j'en serais à titre personnel particulièrement fier.

M. LE MAIRE : Pour conclure, Acapulco c'est huit années de travail. Première réunion : mai 2010. 48 réunions formelles avec les habitants, un atelier urbain de 18 mois, 97 % d'avis favorables au projet lors du vote en AG de copropriété, plus de 150 temps d'échange avec la présidente du syndic et avec les habitants. Enfin, le cahier des charges, je vous le rappelle, prévoit une clause d'insertion sociale, c'est-à-dire près de 5 % qui ira là-dessus.

Mme DE MARCO : Je suis désolée, mais c'était une observation constructive.

M. LE MAIRE : Étonnez-moi.

Mme DE MARCO : Ce qu'aurait pu apporter par exemple la commission d'appel d'offres, c'est peut-être de voir avec des habitants comment on va analyser les offres et les critères des offres. Je vous rappelle que vous avez mis 30 % pour la qualité architecturale paysagère, insertion dans le site, 30 % pour la qualité du projet du point de vue fonctionnel et économique, 40 % pour le prix. J'aurais souhaité qu'il y ait quand même un volet environnement comme on fait maintenant dans tous les cahiers des charges. Je ne sais pas où vous le voyez. Pour vous, c'est peut-être secondaire, mais je pense qu'il était nécessaire de mettre ce volet environnement dans l'analyse des offres. Je vous propose de modifier l'analyse des offres et de revoir un petit peu. 30 % la qualité et 40 % le prix. Donc, en définitive, le prix encore une fois risque d'être prépondérant.

M. JESTIN : Deux éléments de réponse. Je vous rappelle qu'il y a un certain nombre de prescriptions environnementales qui ont été directement intégrées dans le cahier des charges.

Cela veut dire qu'il faut que le niveau des propositions soit conforme à cela. Et ensuite, cette partie-là est intégrée dans la première partie, à savoir la qualité architecturale et paysagère du projet.

Mme DE MARCO : Non, ce n'est pas vrai, ce n'est pas du tout la même chose.

M. JESTIN : Je n'ai pas dit que c'était la même chose, j'ai dit que c'était intégré dans ce critère-là.

Mme DE MARCO : Non, ce n'est pas vrai, cela ne peut pas l'être. Ce n'est pas comme cela qu'on le formule. Je vous dis que quand on regarde, ce n'est pas comme cela qu'on formule. Il faut ajouter un point sur ce sujet-là.

M. LE MAIRE : Bien, je note qu'il y a beaucoup de juristes décidément. Donc, je vous propose qualités architecturale et environnementale. Cela vous convient-il ?

Mme DE MARCO : Qualités environnementale et architecturale.

M. LE MAIRE : Je l'avais fait par ordre alphabétique. Très bien, «Environnementale et architecturale». Il me faudrait deux membres également de l'opposition, s'il vous plaît. M. AMBRY et Mme DE MARCO. Très bien.

Mme GRESLARD-NEDELEC : Pour notre part, nous nous réjouissons de ce projet. Effectivement, ce quartier a aussi besoin d'activités de service, d'activités économiques et pas seulement d'être un lieu d'habitat. Il nous semble important de poursuivre aussi le travail avec les habitants. Donc, nous soutiendrons et avec le mot supplémentaire inclus par Monique DE MARCO, il nous semble que cela complète mieux. Donc, si on peut ajouter «environnemental», ce sera parfait.

M. LE MAIRE : Environnemental et architectural. Ce sera noté sur la délibération.

Mme GRESLARD-NEDELEC : Nous voterons pour.

Mme CONGOSTE : Oui, c'est une très bonne initiative. Nous n'allons pas regretter des projets où il est question de créer des emplois, surtout dans ces quartiers-là. Ce que je regrette, c'est le sentiment d'être effectivement mis devant le fait accompli sans au préalable une réflexion sur à qui vont s'adresser ces bureaux, à quel prix seront-ils. Des bureaux, c'est très variable en fonction de la destination de qui peut louer. C'est juste des pensées en amont comme quoi ces bureaux il va y avoir des humains, il va y avoir des gens qui vont créer des entreprises. Est-ce que c'est pour du gros business ? Est-ce que ce sont effectivement des bureaux qui vont s'adresser à un potentiel d'emplois pour la population de Thouars ou est-ce que ce sont des bureaux pour justement éliminer à terme la population de Thouars ? C'est cela qui m'inquiète un petit peu.

M. LE MAIRE : Alors, non, il n'est pas question d'éliminer à terme la population de Thouars.

Mme CONGOSTE : Cet aspect sélectif où l'on met du beau et on pousse le vilain.

M. JESTIN : Je peux comprendre votre remarque. Vous aurez quand même noté la notion d'encadrement des prix de loyer. Je pense que cela répond à une partie de votre remarque. Et ensuite, nous n'allons pas nous cacher, nous savons bien que c'est difficile d'amener de l'emploi dans ce type de quartiers-là. Nous le savons tous. Donc, à un moment, plus on restreint les choses, plus on prend des risques de ne pas y arriver. C'est quand même aussi cette réalité-là et cet enjeu-là. Je pense que par rapport à vos remarques – et je l'entends –, il me semble que la notion d'encadrement des prix de loyer peut éviter un certain nombre d'éléments de cet ordre-là. Et ensuite, nous aurons une commission spécifique qui va étudier des réponses et qui va regarder ce que nous pouvons faire dans le meilleur intérêt du quartier.

M. LABOURDETTE : Pour vous rassurer, aujourd'hui, nous avons des demandes d'entreprises innovantes de services, mais aussi de développements en termes de recherche, que ce soit sur les nouvelles technologies ou sur tout ce qui est numérique. Ce sont des entreprises qui seraient ravies de venir s'installer dans le quartier.

M. LE MAIRE : Et pour compléter notre débat très intéressant sur la dimension environnementale, il ne vous aura pas échappé, Madame DE MARCO, que le projet devra répondre à la certification NF qui devra avoir une attention particulière sur la maîtrise de l'énergie, sur l'utilisation de l'énergie renouvelable et tout dispositif de chaleur urbaine.

Vos votes, s'il vous plaît.

DELIBERATION

Monsieur JESTIN, Adjoint délégué aux Propriétés Communales et à la Requalification du quartier de Thouars, expose :

«Par deux délibérations en date du 23 novembre 2017, vous avez approuvé les échanges fonciers entre la Ville et le syndicat des copropriétaires de la résidence ACAPULCO.

Comme il vous l'a été présenté, ces différentes transactions vont permettre de désenclaver la copropriété, d'améliorer la desserte du site Chantecler depuis le cœur de quartier mais également de libérer un espace constructible susceptible d'accueillir des locaux d'activités.

En effet, le service Développement Economique a constaté depuis plusieurs années une augmentation du nombre de demandes de locaux d'activités (bureaux, plateau technique...) auxquelles il n'est aujourd'hui pas possible de répondre.

Le foncier communal issu de la recomposition des espaces de la Résidence ACAPULCO permettra d'accueillir ce projet. Je vous propose donc la cession d'une partie de ces espaces tels que figurant au plan ci-joint au moyen d'un cahier des charges que je sou mets à votre approbation et qui s'imposera à tout opérateur souhaitant se porter acquéreur des parcelles.

Les habitants sont associés au projet depuis deux ans et demi notamment depuis l'atelier urbain (mars 2015) mais également au cours des 3 réunions du Conseil Communal Sud (17/03/16 – 16/06/16 – 08/11/17).

Ainsi, il est proposé dans le cahier des charges de diviser l'opération en deux îlots, le premier dit «îlot A» d'une contenance de 731 m² environ et un second «îlot B» correspondant à une partie du parking actuel de la Résidence ACAPULCO d'une contenance de 796 m² environ.

Concernant le gabarit des futures constructions, celles-ci seront réalisées sur l'îlot A et présenteront une hauteur en R + 4 maximum. Seul un bâtiment à usage de bureau pourra être édifié.

Sur le plan du stationnement, les places de parking nécessaires au projet seront réalisées sur l'îlot B ainsi que les espaces réservés aux deux roues.

Le cahier des charges comprend également des dispositions relatives à la végétalisation des constructions pour réduire les effets de chaleur urbaine induits par le projet, ainsi que des contraintes pour des constructions respectueuses de l'environnement et durables.

Il comporte enfin un volet économique afin d'encadrer les prix de vente et/ou location des futurs locaux. L'approbation du cahier des charges permettra de procéder aux mesures de publicité nécessaire à la consultation des opérateurs.

A l'issue de cette procédure, une commission spécifique sera chargée d'analyser les offres selon les critères suivants :

- 30 % pour la qualité environnementale et architecturale du projet et son insertion dans le site,
- 30 % pour la qualité du projet du point de vue fonctionnel et économique,
- 40 % pour le prix.

Concernant la composition de la commission chargée d'examiner les offres, je vous propose de faire appel aux membres du groupe de travail ayant participé à la rédaction du cahier des charges ainsi que l'architecte conseil du CAUE à savoir :

- Monsieur le Maire
- François JESTIN (Requalification de Thouars)
- Frédérique FABRE (Participation citoyenne)
- Marc LABOURDETTE (Economie)
- Jean-Jacques BONNIN (Voirie)
- Christian PENE (Protection de l'espace urbain)
- Jacqueline CHADEBOST (Espaces verts)
- Salem ERCHOUK (Président du Conseil Communal)
- 2 membres de l'opposition : Stéphane AMBRY et Monique DE MARCO
- Architecte CAUE
- Mme FAUCHE (Présidente du conseil syndical de la résidence Acapulco qui pourra se faire assister du syndic de copropriété).

Je vous propose donc :

- d'approuver le cahier des charges de consultation des opérateurs ci-joints concernant l'opération de reconversion du site ACAPULCO – CHANTECLER,
- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer la consultation par publication dans des revues spécialisées,
- de constituer la commission d'examen des offres avec les membres désignés ci-dessus.»

ADOpte PAR 39 VOIX POUR

4 ABSTENTIONS (EELV – M. CONTE)

Reçue en Préfecture le 12/02/18

N° 8 - Rapport d'Orientations Budgétaires – Exercice 2018

M. JESTIN : Monsieur le Maire, mes chers collègues, permettez-moi pour démarrer de vous demander un minimum d'indulgence pour ce premier exercice en tant qu'élu aux finances, et cela pour au moins deux raisons.

La première, c'est que c'est un exercice pour moi qui est nouveau et n'ayant pas fait un parcours dans la comptabilité j'avais bien noté que Bernard considérait qu'il fallait faire un parcours dans la comptabilité pour être élu aux finances, donc ce n'est pas mon cas. Donc, c'est la première raison.

La deuxième raison, c'est qu'il n'est pas facile de succéder à l'ancien adjoint aux finances qui a beaucoup agi et contribué avec l'ancien maire à dégager des marges de manœuvre qui vont nous permettre dans les années à venir d'investir lourdement et avec ambition.

La troisième nouveauté, mais elle est plus personnelle, c'est que maintenant, je suis obligé de mettre des lunettes, mais au moins comme cela l'annonce est faite.

Je voudrais enfin, avant de rentrer dans le vif du sujet, remercier l'ensemble des élus et des services de la Ville qui, par leur effort au quotidien, ont permis – comme vous le verrez – de contribuer aux bons résultats qui sont les nôtres, notamment dans la section de fonctionnement, et d'envisager ainsi – comme je le disais à l'instant – l'avenir avec ambition. Je vous demande, Monsieur le directeur général des services et Mesdames les directrices générales des services, de leur transmettre ces remerciements. Je remerciais également Marie-Christine BERTIN et son service pour l'accompagnement et parfois la pédagogie qu'ils ont dû faire pour me permettre de vous présenter cela aujourd'hui dans de bonnes conditions.

Je vais donc vous présenter les principales orientations budgétaires pour la Ville et puis nous en débattons ensuite. Je vous rappelle que la loi NOTRe portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République prévoit que le débat s'appuie sur un rapport présentant les engagements budgétaires pluriannuels. Vous trouverez donc dans le document que vous avez reçu les grandes orientations connues à ce jour. Nous avons également intégré dans le document principal, contrairement aux années précédentes, pas mal de graphiques qui, je l'espère, vous faciliteront la lecture du document.

Le sommaire d'abord. Donc, le cadre de l'élaboration budgétaire que je viens de vous indiquer. La situation globale à la fois au niveau international, au niveau de la zone euro et évidemment au niveau de la France avec les principales dispositions de la loi de programmation des finances publiques. Un petit rappel sur les résultats provisoires de 2017 qui, pour l'instant, restent provisoires. Sur l'article de la loi du 22 janvier, les orientations retenues pour le budget 2018 à la fois en recettes et en dépenses de fonctionnement, en dépenses et en recettes d'investissement. Un petit focus sur la dette. Un autre focus sur la politique des ressources humaines que mon prédécesseur avait démarrée. Et puis, quelques éléments de conclusion.

Pour la croissance mondiale, une prévision de croissance de 3,7 % en 2018. Les moteurs de la reprise se sont donc rallumés. Cependant, l'institution met en garde sur le risque de voir la croissance retomber dès 2019 si les États n'impulsent pas des changements plus profonds dans leur politique pour accélérer l'investissement, la productivité et la hausse des salaires.

En ce qui concerne la croissance de la zone euro, il y avait d'abord eu une annonce à 1,6 % et finalement on serait à 2,2 % en 2017. Les prévisions 2018 sont chiffrées à 2,1 % et à 1,9 % en 2019. Là aussi, nous pouvons constater que la croissance se consolide. Cependant le retour de l'inflation attendu à 1,4 % en moyenne en 2018 devrait finir par peser sur cette croissance.

Pour la croissance française, la Banque de France a fixé ses prévisions de croissance à 1,7 % en 2018 et à 1,8 % en 2019. Il a été annoncé le 30 janvier un taux de croissance de 1,9 % pour 2017. Plus généralement, le gouvernement s'est fixé comme objectif au travers de la loi de finances entre 2018 et 2022 de réduire le niveau des dépenses publiques de 3 points du PIB, de réduire le taux de prélèvements obligatoires de 1 point de PIB et d'abaisser le déficit public de 2 points et la dette de 5 points sur toujours la référence du PIB.

Les principales dispositions de la loi de finances, d'abord, la fin de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques. Nous aurons l'occasion

d'en reparler. Le total des concours financiers aux collectivités territoriales qui est figé pour les cinq prochaines années. Et en contrepartie les collectivités qui ont un objectif national d'économie sur cette période de 13 milliards d'euros.

La notion de contractualisation qui est une nouvelle notion qui est en train d'arriver pour les 340 plus grandes collectivités. Et puis, la notion d'un plafond de capacité de désendettement fixé à 12 ans pour les communes. Nous ne faisons pas partie actuellement du dispositif obligatoire de contractualisation. Nous verrons bien comment les choses évolueront en leur temps.

Il y a également la question du dégrèvement de la taxe d'habitation, dont nous avons beaucoup entendu parler. En 2020, 80 % des foyers devraient être dispensés du paiement de la taxe d'habitation au titre de leur résidence principale. Là aussi, je pense qu'il y a pas mal de choses qui se préciseront au fur et à mesure que le calendrier avancera.

Concernant ce petit rappel sur les résultats provisoires de 2017, que peut-on retenir de l'exercice 2017 ? D'abord, des dépenses de fonctionnement en baisse de 0,20 %. Je rappelle les remerciements que j'ai faits en propos liminaire. Des recettes hors cessions et excédents en hausse de 2,25 %. Un remboursement du capital de la dette en diminution grâce au désendettement depuis quatre ans. Ce sont des résultats dont je crois que nous pouvons être largement satisfaits. L'effet de ciseau s'arrête et est même un peu inversé, ce qui nous permet d'obtenir une épargne nette largement positive et un niveau d'autofinancement qui est élevé.

Si nous regardons ces éléments-là en termes de chiffres, je vous ai ajouté des petites bulles avec les évolutions par rapport au compte administratif 2016, et nous voyons notre épargne nette à 1 226 913 €. Notre capacité d'autofinancement est de 13 078 414 €. Je pense que beaucoup d'adjoints aux finances qui auraient pris un poste en octobre auraient apprécié de trouver les comptes dans cette situation-là. En tout cas, c'est mon cas.

La prospective budgétaire maintenant pour la période 2018 à 2022. D'abord, un objectif pour nous bien sûr : renforcer la proximité avec les Talençais en soutenant la réalisation de projets d'investissement importants qui répondent à leurs attentes. Un petit focus sur le budget participatif, dont vous savez que nous sommes particulièrement fiers, mais également les 100 000 € qui sont alloués aux différents conseils communaux avec 20 000 € par conseil communal.

Et pour réaliser tout cela, il faut évidemment respecter les équilibres financiers avec une maîtrise des dépenses de fonctionnement, un maintien d'un autofinancement élevé, un effort d'investissement record avec 57 millions d'euros de prévisions sur la période, un endettement contenu et inférieur en 2018 de 9 millions d'euros et en 2022 de 6 millions d'euros par rapport à 2014, la stabilité des taux d'imposition et un ratio de désendettement inférieur à la norme des 12 ans dont je vous ai parlé dans le cadre de la loi de finances.

Vous retrouvez l'ensemble de ces éléments dans le tableau avec la partie des dépenses qui reste dans une situation de maîtrise. Nous avons été assez prudents. Nous avons également été prudents sur la question des recettes. Vous avez l'ensemble de ces éléments-là avec un

regard tout en bas sur les capacités de désendettement en matière d'années où vous voyez que nous restons dans une fourchette tout à fait raisonnable.

Pour l'année 2018, d'abord l'engagement de ne pas augmenter en 2018 et jusqu'à la fin de la mandature les taux de fiscalité. L'engagement d'estimer nos recettes de façon prudentielle, notamment en ce qui concerne les droits de mutation. Vous le verrez dans les planches suivantes. L'engagement d'espérer des recettes provenant de l'État enfin stabilisées avec la fin de la ponction. Et la ponction qui avait été mise en place par le gouvernement précédent. Nous verrons tout de même comment les compensations se chiffreront dans la réalité.

En ce qui concerne la fiscalité locale, une revalorisation des bases annoncée de 1,24 %, ce qui correspond à l'indice des prix à la consommation harmonisé et l'engagement que nous prenons aujourd'hui de ne pas augmenter les taux.

Pour la dotation forfaitaire, qui est l'absence de la contribution au redressement des finances publiques, nous avons estimé cette dotation forfaitaire à un montant de 4 676 000 €. Nous le verrons concrètement sur un graphique dans la diapositive suivante.

La dotation de solidarité urbaine où nous devrions bénéficier d'une légère hausse de l'enveloppe globale pour un montant de 2 264 000 €. C'est une hausse de 2,3 % que nous avons estimée.

Enfin, pour la dotation nationale de péréquation, vous savez que cette enveloppe a été gelée. Pour notre Ville, le montant estimé est de 503 000€.

Voilà la diapositive sur la dotation globale. Je vous rappelle que la partie orange correspondait à la ponction réalisée sur les années précédentes. Nous avons donc enlevé cette ponction puisque tout cela se passera normalement par la taxe d'habitation avec juste un petit écrêtement qui est prévu.

Pour la dotation de solidarité métropolitaine, le montant communiqué actuellement est de 1 916 068 €. Pour la question des droits de mutation, nous sommes partis avec beaucoup de prudence sur une inscription à 1,7 million d'euros. Je vous rappelle qu'en 2017 nous avons parlé d'une prévision de recettes de 1,5 million d'euros et nous avons connu une très bonne année avec 2 568 844 € de droits de mutation enregistrés. Je vous rappelle que c'est l'incidence d'un renouvellement important de la population par le biais des mutations, puisqu'à côté de cela la hausse de la population a été contenue et elle est estimée à 1 % depuis 2012, ce qui montre que ce n'est pas l'augmentation de la population qui justifie l'ensemble de ces rentrées.

Tout ce qui concerne les recettes de service, le maintien du système de progressivité évidemment en fonction du revenu, la revalorisation des tarifs limitée à l'augmentation des indices de prix comme nous l'avons fait au cours des deux derniers conseils municipaux. Je vous rappelle que la Chambre régionale des comptes avait souligné dans son rapport la modicité de ces tarifs.

Pour les dépenses de fonctionnement, que peut-on retenir pour l'année 2018 ? D'abord, la volonté du maintien des charges générales de fonctionnement à périmètre égal évidemment et hors fluides. Il est toujours difficile de s'assurer de l'évolution des tarifs des fluides. Le maintien de l'enveloppe globale dédiée aux associations et au CCAS. Et compte tenu de l'effort de désendettement et des renégociations de nos emprunts, notre charge d'intérêt de la dette continue à diminuer. Cette maîtrise des dépenses de fonctionnement va permettre à la commune de dégager les capacités de financement de notre ambitieux programme d'investissement sans impacter négativement les budgets futurs.

Si nous regardons avec un petit focus sur les dépenses de fonctionnement, les charges de personnel, premier poste de dépenses de la section de fonctionnement, son évolution a été fixée à 0 % du budget primitif 2017 vers le budget primitif 2018. L'enveloppe du chapitre 012 sera donc identique, à 23 670 000 €. Pour les charges à caractère général, une baisse de 3,70 % en 2017, soit 5,46 % de baisse depuis 2014. Cet objectif de stabilité des dépenses de ce chapitre sera poursuivi sur cet exercice et je vous rappelle la reconduction de l'enveloppe des 100 000 € concernant les conseils communaux. Je pense que les chiffres permettent à nouveau de remercier l'ensemble des personnels qui a œuvré à ces bons résultats ; l'année 2017 étant particulièrement remarquable.

Pour l'attribution de compensation, nous reverserons 6 247 122 € à la Métropole. Je vous rappelle l'intégration du stade Pierre-Paul BERNARD au 1^{er} janvier 2017 qui a provoqué une augmentation de ce montant. Et depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence sur les espaces publics dédiés à tout mode de déplacement, ce qui a provoqué une hausse de cette enveloppe.

Le FPIC qui est maintenu à un niveau de 1 milliard d'euros au lieu des 2 % de recettes de fiscalité du bloc communal. Toutefois, ce montant pourra être révisé en octobre comme cela a été le cas pour l'année 2017, puisque nous avons été revalorisés de presque 85 000 €.

Pour les subventions, maintien de l'enveloppe globale pour le CCAS et les associations. Et je vous ai mis un petit focus sur la partie de la baisse des intérêts où vous voyez que depuis 2014 c'est quasiment un tiers de moins que nous pouvons constater aujourd'hui.

Sur la section d'investissement, que peut-on retenir ? D'abord, une politique – je pense que ce sera difficilement contestable – d'investissements particulièrement ambitieux pour les années à venir et pour 2018. Un niveau important d'autofinancement et de ressources propres affectés à l'investissement. Une démarche volontariste de recherche de financements extérieurs et un endettement de 608 euros par habitant, ce qui correspond à un chiffre très bas lorsque l'on regarde la strate identique et la moyenne sur la strate identique.

Si nous passons aux principaux sujets d'investissement dans les années à venir, l'attribution de compensation de la Métropole qui correspond à la métropolisation du stade et à la prise de la nouvelle compétence. L'entretien du patrimoine et verdissement, ce sont des lignes assez habituelles que nous avons, sauf sur la partie verdissement avec la volonté de l'équipe d'aller plus en avant sur cette thématique-là. Les acquisitions de matériel. La requalification du quartier de Thouars, il nous reste un certain nombre de sujets à terminer. L'équipement

culturel de centre-ville. La réhabilitation du stade nautique, la réhabilitation de l'école Paul Lapie. Le budget participatif, vous pourrez voir que nous l'avons mis au niveau de l'engagement que nous avons pris sur l'année en cours. La couverture des tennis et la création de padels. La création d'un jardin sur la résidence château Raba. La création de classes sur l'école Gambetta. Des enfouissements sur la route de Peydavant. La salle Jean Bouin sur laquelle il faut que nous puissions avancer. La Maison des solidarités qui pourrait trouver sa place au sein des ateliers du Dôme. L'acquisition de patrimoine, c'est donc la surprise de la soirée avec 2,4 millions d'euros. Vous avez évidemment compris que je parle du château des Arts. Un projet de vidéoprotection. Les travaux de rénovation du stade, puisque vous savez que dans le cadre de la métropolisation, il y a une part communale qui est définie et que nous devons financer. Le dojo et un certain nombre d'autres projets que nous avons regroupés sous cette ligne-là pour cette année.

Cela nous amène donc à un programme sur les cinq ans à venir – vous en avez la déclinaison par année – de 57 millions d'euros.

Pour l'année 2018, la part correspondant à cette année sera financée sans recours à l'emprunt et donc au travers à la fois des récupérations de TVA, de subventions, de cessions d'actifs pour 974 000 € et d'autofinancement pour 13 millions d'euros. Nous avons eu l'occasion de le voir tout à l'heure dans les tableaux.

Le profil d'extinction de la dette actuelle au 31 décembre de chaque année serait le suivant, évidemment à condition de ne pas emprunter. Je vous confirme que pour 2018, je n'ai pas de doute. Pour les années suivantes, nous regarderons cela.

La situation de la dette communale. Pas d'emprunt en 2017, vous le savez. Notre encours de dette au 31 décembre 2017 était de 28 437 379 €, en baisse de 2 684 987 € par rapport à l'année précédente et de 6 407 621 € par rapport au 1^{er} janvier 2014, ce qui est la première année de la mandature. Vous avez d'autres éléments dont je vous laisse prendre connaissance, mais vous les avez eus dans le rapport.

La situation de la dette communale, à la fois sur les différents types d'emprunts que nous avons pu réaliser, à la fois sur les parties des emprunts fixes, des emprunts variables, mais également des prêteurs qui nous ont prêté tout cela. Et vous avez en dessous le tableau Gissler, qui est une catégorisation du risque des différents emprunts que nous avons, donc quasiment 95 % dans une zone très confortable et à peu près 4 % pour un emprunt qui est potentiellement un peu risqué, mais ce serait certainement beaucoup plus cher d'essayer d'en sortir aujourd'hui. Donc globalement, des emprunts qui ont été renégociés comme il le fallait et qui sont suffisamment bien sécurisés.

La situation de la dette communale. Pour la quatrième année consécutive, notre endettement diminue. Cette baisse de 2 684 987 € nous permettra de diminuer notre annuité en capital de 136 580 €, soit une enveloppe de 2 550 000 €. Et sans recours à de nouveaux emprunts, l'annuité de la dette serait la suivante. Vous en avez le tableau en dessous.

Globalement, sur la question de la dette, la Ville de Talence possède une dette saine et très inférieure aux autres communes de sa strate. La Ville n'a pas eu recours à l'emprunt en 2017 et pour la quatrième année consécutive notre endettement diminue. C'est en cumulé un montant de 6 407 984 €. L'impact en 2018 se concrétise par une annuité en baisse de 137 000 € comme j'ai pu vous le dire juste avant.

Le petit focus sur les ressources humaines. Vous avez un certain nombre de tableaux et de chiffres avec à la fois le réalisé 2017 et le prévisionnel 2018. Également les effectifs entre les titulaires et les contractuels. Les effectifs par catégorie. Et ensuite, un certain nombre de ratios comme nous les présentons tous les ans. D'abord, l'évolution des dépenses réelles et des recettes réelles telle que vous pouvez la voir. L'évolution de l'épargne brute, de l'épargne nette et de notre capacité d'autofinancement. Vous voyez qu'en termes d'autofinancement les années 2015-2016 ont permis d'augmenter considérablement cette capacité. Le pourcentage que représentent nos dépenses de personnel. Et la part des recettes que nous affectons à ce personnel. Bien évidemment, plus l'écart ici est important, plus nous dégageons de la capacité pour la section d'investissement.

D'autres ratios, à la fois qui regroupent un peu tous ces éléments-là. Nos dépenses de personnel qui sont globalement stables. Les recettes de fonctionnement qui augmentent. Un excédent de fonctionnement qui augmente également. Les dépenses réelles de fonctionnement qui sont globalement stabilisées et un produit fiscal à peu près stable.

En guise de conclusion, je pense que nous pouvons parler d'un résultat très positif dû à une gestion suivie qui nous permet de dégager aujourd'hui des marges de manœuvre pour le futur, un autofinancement important qui permet la réalisation d'un programme très ambitieux d'investissement. Un endettement en baisse et un ratio de désendettement en année inférieur aux nouvelles normes. Et un engagement de maintenir les taux de fiscalité jusqu'à la fin de la mandature.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements).

M. LE MAIRE : Bravo, François. Merci beaucoup. Je vais bien sûr vous passer la parole. Je constate effectivement que la Ville continue d'être bien gérée puisque les résultats avaient été obtenus sous la mandature CAZABONNE. Et comme il est indiqué dans cette dernière planche, ce qui est un élément important pour nos concitoyens, c'est la stabilité et un engagement qui avait été pris aussi depuis maintenant trois ans sur la non-augmentation des taux de fiscalité.

M. DELLU : Bien. Monsieur le Maire, mes chers collègues, merci, Monsieur JESTIN de votre présentation qui a le mérite d'une grande clarté. Je me permettrais bien entendu de commenter au cours de ce... alors on ne dit plus «débat d'orientation budgétaire», on débat le rapport d'orientation budgétaire. Plusieurs points.

En premier lieu, bien entendu, le nouveau cadre dans lequel les collectivités doivent se situer. Je dirais que la Ville de Talence, tel que vous présentez les choses, à l'intention d'être un bon

petit soldat et de bien se situer non seulement dans le texte évidemment puisque nous y sommes contraints, mais dans l'esprit de cette loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Mais en fait, il faut quand même peut-être rappeler en une minute ce que contient cette loi de programmation. M. JESTIN l'a détaillée. Un certain nombre de mesures et de points, notamment la baisse globale des prélèvements, la baisse de la dette, la contrainte posée sur les collectivités à la croissance de leurs dépenses. Nous pourrions penser que la contractualisation obligatoire pour 322 collectivités les plus grosses, celles qui ont des dépenses de fonctionnement supérieures à 60 millions d'euros, est une bonne chose. En réalité, nous n'y sommes pas soumis, certes, mais quand nous regardons la contractualisation, le contrat, sans savoir d'ailleurs comment ce sera négocié, c'est un contrat tout à fait léonin. Nous pourrions dire : «Mais c'est une bonne chose. La DGF ne va plus baisser. Après tout, les collectivités à travers la baisse de la DGF ont déjà significativement et plus que l'État en tant que tel contribué à la baisse de la dépense publique ou en tout cas à la baisse de l'endettement public». Mais en réalité, ce contrat, la forme qu'il va prendre, si la baisse de la DGF a indiscutablement remis en ordre un certain nombre de dépenses et singulièrement d'ailleurs dans les dépenses générales de fonctionnement dans un grand nombre de collectivités, aujourd'hui – et nous en étions d'ailleurs tous d'accord ici y compris les deux années précédentes – en fait, la coupe est pleine pour un certain nombre de collectivités et il ne s'agit pas d'aller plus loin. Alors, aujourd'hui, certes, dans la loi, la DGF est stabilisée. Le chiffre, à epsilon près, est le même. Mais quand on regarde à côté les chapitres du budget relevant des diverses dotations de compensation, celui-ci a fondu comme neige au soleil. Donc, peut-être que notre DGF restera la même, mais en attendant, toutes les dotations à côté, elles, vont continuer à baisser. D'ailleurs, j'ai remarqué que dans votre scénario, prudemment sur la période jusqu'en 2022 vous avez baissé notre dotation globale de fonctionnement de 500 000 €. Donc, c'est que vous-même vous ne pensez pas que ce niveau sera maintenu. Rappelons que le cadre qui est posé par la loi de programmation prévoit une baisse de l'endettement. Grosso modo 1 point à la charge de la Sécurité sociale, 1,5 point à la charge des collectivités et le reliquat, une poignée de dizaines de points, à la charge de l'État, dont ne nous savons même pas d'ailleurs comment il va pouvoir la tenir puisque ne sont pratiquement pas intégrées les baisses d'impôt qui nous sont annoncées. Les collectivités de leur côté devront baisser l'encours de dette de 30 %. Rien que cela, l'ensemble des collectivités rembourse 16 milliards d'euros de capital par an. Si on veut baisser le stock de dette de 30 % d'ici 2022, cela veut dire que dès 2018 il ne faut plus emprunter qu'au maximum 11 milliards d'euros, en 2020 5 milliards d'euros et en 2022 rien du tout. Et quand je dis «rien du tout», je rappelle que je parle de l'ensemble des collectivités, les 36 000 communes, les 100 départements, les 22 régions, et toutes les intercommunalités. Zéro nouvel endettement en 2022. Je ne sais pas comment cela pourra être tenu. C'est totalement farfelu et rien qu'à l'échelle de notre commune, nous voyons déjà que c'est totalement farfelu. Se pose aussi la question – mais je vais y revenir à propos des recettes de fonctionnement – du devenir de la dotation ou de la compensation de taxe d'habitation. Bien entendu, elle ne va pas croître au même niveau – en tout cas ce n'est pas ce qui circule – qu'elle aurait pu, ne serait-ce que par l'augmentation classique, l'effet volume, l'arrivée de nouveaux habitants, des constructions plus récentes, plus neuves ou de meilleure qualité qui auraient fait croître naturellement sans augmentation de taux cette taxe d'habitation. Donc, il

y a un certain nombre de sujets d'inquiétude. On ne parle pas du tout d'ailleurs – je ne crois pas que M. JESTIN y ait fait référence – des transferts de charge de fait de l'État vers les collectivités. C'est certes plus subtil dans notre commune que dans d'autres collectivités, puisque je rappelle qu'au niveau du département de la Gironde ce sont plusieurs millions d'euros par mois qui sont, de fait, transférés par l'État aux départements en dehors même de ses compétences.

Je voudrais juste faire quelques petites remarques en ce qui concerne les recettes. Tout est lié. Qui dit recettes, dit dépenses et qui dit différence entre les deux dit capacité d'autofinancement. Et qui dit capacité d'autofinancement dit investissement. Et bien évidemment tout est lié. Nous sommes d'accord. Il s'avère que dans les recettes, on relève bien entendu la différence dès 2014 où vous avez augmenté les impôts, ce qui a conduit à un produit supplémentaire. Je crois que de mémoire nous sommes passés de 27 à 29 millions d'euros de produits des taxes de base, donc 2 millions d'euros de plus par an, ce qui, cumulé jusqu'en 2018, donne un produit supplémentaire de 10 millions d'euros. Ce chiffre est intéressant et est bien entendu à rapprocher des investissements et de la capacité d'investissement. Nous ne connaissons pas pour le coup la dynamique de la TH. J'ai vu que vous ne l'aviez pas isolée dans vos prospectives, mais j'aimerais savoir comment vous avez calculé cette dynamique qui ne sera peut-être plus dynamique et comment vous l'avez projetée jusqu'en 2022. Je vous fais grâce d'avance du détail, puisque de détails nous n'avons point. C'est donc évidemment particulièrement compliqué.

En ce qui concerne les dépenses, bien sûr, les intérêts de la dette sont en baisse, mais je ne connais pas de collectivités où les intérêts de la dette sont en hausse, puisque nous avons tous renégocié nos emprunts, toutes les collectivités en ont profité. Donc, pas de difficulté évidemment là-dessus. Dans la dynamique des dépenses, nous avons bien entendu remarqué l'effort particulier fait par le personnel de la municipalité. Vous avez profité de la pyramide des âges de Talence puisque depuis 2014 il y a eu 37 postes en moins alors même que la population croissait. Vous avez expliqué lors du précédent Conseil ou lors de celui d'avant comment de fait vous comptiez réorganiser le temps de travail notamment pour probablement compenser en partie ces éléments-là. Nous avons vu qu'un certain nombre de services ont été diminués, voire supprimés pour des raisons de coût, comme il avait été rappelé précédemment. Donc, cela fait partie effectivement de la dynamique de la maîtrise des dépenses et même si nous pouvons encore une fois nous féliciter et féliciter tous ceux qui ont contribué, agents comme élus, à la maîtrise des dépenses globales.

Les investissements, j'ai bien aimé la formulation de M. JESTIN. Il dit : «Nous allons investir lourdement». Il y a une autre lecture qui dit : «Nous allons surtout rattraper le retard accumulé depuis un certain nombre d'années». Je vous rappelle – nous l'avons déjà dénoncé plusieurs fois – les montants inscrits dans les sections d'investissement et l'année suivante des taux de réalisation qui étaient parfois inférieurs à 50 %. C'est déjà arrivé plusieurs fois lors de plusieurs comptes administratifs où nous avons fait ce constat. Chose amusante, c'est que quand nous regardons la capacité d'investissement, la CAF, qui est produite et en tout cas prévue et anticipée au cours des années suivantes, nous voyons que pour les deux dernières

années, bien entendu, non seulement les reports, mais également les produits de cessions constituent une part non négligeable de cette capacité d'autofinancement.

Dernier point enfin, nous ne pouvons évidemment que remarquer que dans la prospective – et j'entends bien cette notion de prospective – les investissements s'effondrent de 82 % après les élections municipales. Bien entendu, tout le monde aura compris les intentions.

Enfin, dernière chose, la contribution des collectivités, vous avez parlé, Monsieur JESTIN, d'une baisse de 13 milliards d'euros. En réalité, selon la façon dont on interprète les chiffres, 13 milliards d'euros, c'est vraiment la fourchette très, très basse, puisque cela va jusqu'à 28 milliards si nous intégrons un certain nombre d'autres paramètres dans la contribution des collectivités à la baisse de la dette publique.

Voilà. Pour le moment, je m'en limiterai là. Je vous en remercie.

M. LE MAIRE : Il y aura beaucoup de choses à dire. Madame RAMI ? En général, c'est vous qui excellez dans le domaine budgétaire vert.

Mme RAMI : Vous allez tout me casser là.

M. LE MAIRE : Ne me décevez pas, Madame RAMI.

Mme RAMI : Monsieur l'Adjoint aux finances, Monsieur le Maire, la conjoncture internationale et nationale au travers de la loi de programmation des finances publiques, couplée aux efforts louables de réduction de la dette de la Ville aidée par des taux d'intérêt bas, permet effectivement de nouvelles perspectives pour notre collectivité.

Une remarque cependant sur la conjoncture. Concernant la suppression progressive de la taxe d'habitation au-dessous d'un certain niveau de revenu, ce n'est pas une bonne nouvelle pour les collectivités, car même si l'État va la compenser intégralement, cette dernière sera déterminée par les taux et dégrèvements appliqués en 2017. Cela rendra difficile toute évolution dans ce domaine. Nous attendons, comme annoncé, une réforme de la fiscalité locale. Il y a un véritable enjeu pour plus d'équité dans ce domaine.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement et en particulier de personnels, nous ne pouvons que nous inquiéter du travail de recherche de pistes d'économies qui risque d'altérer la qualité des services rendus à la population contrairement à ce qui avait été écrit. Dans une ville qui a une augmentation importante de sa population, le non-remplacement des départs à la retraite et des remplacements temporaires aura des conséquences inéluctables. Nous souhaitons rappeler qu'il est important d'avoir des équipements et des services de proximité et de qualité, et de les développer suivant l'augmentation de la population.

Vous l'aviez annoncé également à travers de nombreux supports, l'effort porté sur les investissements est notable : plus de 10 millions d'euros par rapport au DOB de 2017 uniquement sur la période triennale 2018-2020. Nous notons que la partie la plus lourde des investissements porte sur des équipements sportifs (environ 35 %), culturels (environ 16 %) et pour 28 % des investissements très génériques tels qu'entretien du patrimoine, acquisition

de patrimoine, acquisition de matériels et autres. Nous disposons de près de 16 millions d'euros d'ici à 2020 pour mener des actions en faveur du patrimoine public. Vous avez levé une partie du voile, car la suite de ma phrase était : or, nous avons envie d'en savoir un petit peu plus. Bravo, vous m'avez devancée.

Excusez-moi, mais ainsi sur ce manque d'inspiration et pour, je vous cite : «Cet avenir qui se veut prometteur et être le reflet d'un service public efficient permettant un programme d'investissement ambitieux», laissez-nous vous soumettre quelques propositions concrètes.

Déjà, une mise en place d'un plan de rénovation des bâtiments publics afin de limiter les consommations énergétiques et être moins dépendants de l'évolution des prix des énergies. Ce sont les conclusions que nous tirons à chaque réunion du groupe de travail énergie. Soyons ambitieux. Pourquoi ne pas nous lancer dans de l'autoconsommation sur les bâtiments publics et développer une prospective avec des énergies renouvelables accompagnées par la Métropole ?

Deuxième proposition : diversifier les structures scolaires en vue de l'accueil de nouveaux Talençais. En effet, la rénovation de l'école Paul Lapie et la nouvelle classe à Gambetta seront-elles suffisantes avec le nombre de constructions en cours ou de projets à venir ? Le château des Arts serait un endroit propice. Proposition.

Nous voyons également apparaître des investissements qui ont évolué depuis le DOB 2017 et il aurait été intéressant dans la présentation 2018 d'avoir un peu plus d'explications sur ces nouvelles orientations budgétaires. Je parle de 7 millions d'euros supplémentaires pour la piscine, de 1,8 million d'euros supplémentaires pour le stade – vous l'avez expliqué en partie tout à l'heure –, de 1,5 million d'euros pour la salle Jean Bouin et de 700 000 euros pour Thouars.

Nous terminerons sur des investissements dans des équipements de vidéosurveillance ou de vidéoprotection, communication adaptée, pour 1 % du budget. Il s'agit d'un sujet non encore abordé en Conseil municipal, mais déjà programmé sur les cinq prochaines années. Nous attendons des éléments précis et factuels pour nous convaincre de l'intérêt de ces dépenses au regard de l'intérêt général.

J'ai terminé.

M. LE MAIRE : Merci, Madame RAMI. Monsieur CONTE, quelle sera votre formulation cru 2018 ?

M. CONTE : Merci de me passer la parole, Monsieur le Maire. Monsieur l'Adjoint aux finances, Monsieur le Maire, gouverner c'est prévoir, dit-on. Il est rassurant que la majorité ait établi les grandes lignes d'une sorte de Gosplan quinquennal pour Talence sur la période 2018-2022. Gosplan libéral, bien entendu. La mise en œuvre dudit plan permettra notamment de déclarer aux électeurs en 2020 : «Votez pour nous afin que nous achevions notre œuvre de construction du nirvana pour la population talençaise». Les objectifs du Gosplan paraissent ambitieux, mais ils seront certainement officiellement largement dépassés, comme ils l'étaient systématiquement du temps de l'URSS.

Notre nouveau maire est un prestidigitateur adroit et subtil. Il se propose de réaliser le miracle d'augmenter fortement la dépense d'investissement tout en stabilisant la fiscalité locale et en poursuivant le désendettement de la commune. En somme, c'est comme si un ménage dépensait plus avec des revenus constants, voire en baisse, et remboursait par anticipation ses crédits. Quelle recette miracle ! Pendant la durée du Gosplan quinquennal, la dépense d'investissement prévue s'élèvera à 57 millions d'euros. Cependant, hasard du calendrier, la plus grande part de l'effort d'investissement, 46,8 millions d'euros, soit 82 %, se fera sur la période précédant les élections municipales, c'est-à-dire en 2018-2020. En 2022, l'investissement en chute libre représentera à peine 17 % du montant de 2019. Mais les élections seront passées. Bien entendu, je n'ose croire qu'il y ait une quelconque visée électoraliste dans ce calendrier d'investissement. Au cours du plan, les revenus de Talence devraient stagner, voire diminuer, sous l'effet conjugué du désengagement de l'État et de l'engagement pris par notre maire de maintenir la stabilité des taux d'imposition. Au passage, j'affirme que les impôts locaux augmenteront, au moins du fait de la revalorisation automatique des bases censée compenser les effets de l'inflation, mais qui lui est toujours supérieure. Assurer la stabilité de l'imposition impliquerait de compenser la hausse des bases par une baisse des taux. Mais la majorité au pouvoir nous rétorquera : «Les bases, ce n'est pas nous, c'est la faute à l'État. Circulez, il n'y a rien à voir».

Mais quel est le secret du prestidigitateur pour financer les investissements ? Le prestidigitateur pointe du doigt la lune. Les badauds regardent l'index, tandis que le prestidigitateur sort subrepticement le pigeon de sa poche droite. Dans le domaine de l'investissement, il n'y a pas de changement depuis plus de deux décennies. L'investissement tant vanté apparaît fortement tributaire des cessions d'actifs, en clair de la vente du capital appartenant aux Talençais. Par exemple, sur les deux dernières années 2016 et 2017 le montant des cessions de bijoux de famille s'est élevé à un peu plus de 16,6 millions d'euros, à rapprocher du montant des investissements réalisés. De plus, le rapport d'orientation budgétaire 2018 est muet sur les recettes d'investissement 2019-2022. Elles doivent encore se trouver dans la poche droite.

Un autre élément du miracle réside dans le partenariat public-privé (PPP) tant vanté par le système du bipartisme de connivence. Le partenariat public-privé est en réalité le pillage organisé du public par le privé. À Talence, nous avons l'expérience de la société d'économie mixte de la Médoquine, dont l'utilité a été remise en cause par la Cour régionale des comptes. Ladite société a toutefois permis des années durant de verser des jetons de présence à deux élus de la majorité. Un exemple plus récent est constitué par les halles commerciales de Talence, dont la première pierre va bientôt être posée. Ce projet de partenariat public-privé, largement plébiscité est aussi, selon, l'équipe au pouvoir, une excellente affaire, car l'investissement ne coûte rien ou presque aux finances municipales. Si à l'avenir le succès des halles se confirmait – ce que je souhaite – c'est la partie privée du partenariat qui confisquerait la quasi-totalité des profits dégagés, privant le budget municipal de ressources financières de plus en plus rares. Par contre, ce que je ne souhaite évidemment pas, si le projet ne portait pas les fruits attendus et s'avérait être un fiasco, je ne suis pas sûr que le

contribuable talençais ne soit pas mis à contribution. En effet, dans le cas de figure du pillage du public par le privé, il y a toujours privatisation des bénéfices et socialisation des pertes.

Enfin, comme il faut bien trouver de l'argent quelque part, notre maire prestidigitateur ne promet plus de désendetter Talence, mais de contenir l'endettement. Moins 9 millions d'euros de dettes en 2018 par rapport à 2014, je cite, et moins 6 millions d'euros en 2022 par rapport à 2014. En fait, il faut lire simplement : 3 millions d'euros de dettes supplémentaires en 2022 par rapport à 2018.

Au total – et je terminerai ainsi – le Gosplan ne produira aucun miracle. Tel un mirage, le nirvana promis aux Talençais se dissipera si tôt la fin des élections prochaines.

J'ai terminé.

M. LE MAIRE : Très bien.

M. AMBRY : Tout le monde connaît dans ce Conseil mes compétences en finances et donc, je vais vous en faire part.

Monsieur JESTIN, sans vouloir offenser votre prédécesseur Adjoint aux finances, je dois vous avouer que j'ai lu avec plaisir la prose de votre rapport d'orientation budgétaire. Mieux encore, il m'a semblé que pour la première fois je comprenais ce qui était écrit ou presque. Quel plaisir ! Quelle sensation agréable ! Attention à la chute. Je viens d'entendre mes collègues de l'opposition et, en les écoutant, j'apprends qu'il faut lire votre rapport non pas dans ce qui est écrit dedans, mais dans ce que vous avez omis d'y mettre. Vous voyez ma difficulté. Il faut encore que j'apprenne à lire les finances publiques. Comme dit une humoriste bien connue : «On ne nous dit pas tout».

M. CAZABONNE : Moi, je voulais féliciter à la fois M. JESTIN et M. le Maire d'avoir su préparer un budget et des projections sur les années qui viennent telles qu'elles vous ont été présentées, de manière intelligible, j'ai bien noté, qui sont finalement d'un grand mérite, parce qu'ils ont eu à absorber – cela a été évoqué à peine par l'opposition – le racket des années passées qui était parfois contesté, mais aujourd'hui tout le monde s'en rend compte. Et aujourd'hui, une situation également très difficile avec une autre espèce de racket. J'ai toujours dit que j'étais honnête, je soutiens ce gouvernement, mais quand on voit la situation, c'est vrai qu'il y a des diminutions de dotations pour les collectivités, ou de compensations qui n'existent plus. C'est une diminution. Cela est dû à un fait très simple. Vous savez comme moi que l'État a un budget autour de 380 milliards d'euros. 100 milliards d'euros étaient donnés aux collectivités autrefois. Le reste, c'était l'État dans différentes compétences qui étaient les siennes. Le choix qui est fait par Bercy, parce que c'est Bercy qui dirige tout, c'est simple ou il faisait des économies draconiennes dans les services et les budgets de l'État, puisque je rappelle que la dette, c'est quand même 70 % l'État et 30 % à peu près des collectivités, donc le premier qui devait faire des économies, c'était l'État, mais ils étaient confrontés à Bercy – nous avons eu de longues explications ces dernières semaines – sur : quel ministère je diminue ? L'armée, il ne fallait pas, elle est sous-équipée. La sécurité, il ne fallait pas, il fallait augmenter. Les budgets sociaux, il ne fallait pas. La culture, s'il y avait une

diminution, tout le monde était dans la rue, les artistes... Il ne fallait pas. Donc, l'État a eu une solution très simple : les collectivités. Puisqu'il donnait 100 milliards d'euros aux collectivités, c'était là qu'il était plus facile de faire des économies. Et la Sécurité sociale. Donc, il est vrai que nous nous sommes vu amputer de plus du tiers de ce que l'État nous donnait. C'est pour cela que je tenais à féliciter les deux argentiers, l'ancien et le nouveau, d'avoir réussi à construire quand même un budget et une prévision qui soient quand même assez intéressants.

La seule véritable inquiétude que j'ai, c'est sur l'histoire de la suite de la taxe d'habitation. Vous avez vu le débat lorsque Jacqueline GOURAULT a évoqué non pas un nouvel impôt, elle a évoqué une nouvelle fiscalité. Ce n'est pas la même chose. Beaucoup lui sont tombés dessus en disant : «Comment ? Il va y avoir un nouvel impôt ?». Il faut parler clair, il y aura une nouvelle fiscalité, parce que le dégrèvement de la taxe d'habitation, il va se poursuivre jusqu'en 2020. Et si vous lisez bien le rapport du Conseil constitutionnel, parce qu'on ne savait pas s'il allait accepter la présentation du budget 2018, il a accepté assorti quand même d'une remarque importante : c'est parce qu'il est annoncé qu'en 2020 tout le monde sera exonéré de taxe d'habitation donc égalité du citoyen devant l'impôt à ce moment-là, ce qui n'aurait pas été le cas si nous avions continué à faire 80 % de dégrèvement et les autres, il y avait inégalité du citoyen devant l'impôt. Donc, le Conseil constitutionnel a accepté en disant que tout le monde sera dégrèvé ou que la taxe d'habitation sera supprimée, mais qu'il faudra redéfinir une fiscalité – et la phrase est importante – qui devra maintenir un lien entre le citoyen et le gestionnaire de la collectivité. Parce que le vrai danger, c'est ce que veut Bercy, c'est nous supprimer tout ce lien pour nous donner une part d'impôt national. Parce qu'à ce moment-là, si c'est cela, l'État n'est plus tenu à rien. Il donne une compensation et après, s'il veut diminuer, il diminue. Donc le vrai danger sera là. C'est pour cela qu'il a été extrêmement prudent d'avoir des projections jusqu'en 2020-2021, mais après c'est vrai qu'il faudra revoir. Ce n'est pas lié aux élections. Quelle méchante pensée ! Parce que le budget, il est après les élections, les anciennes, et il est avant les prochaines. C'est toujours vrai comme cela. Et après, c'est le temps de mettre en place aussi les projets. Vous le voyez bien, puisqu'il y a beaucoup de concertation et les projets prennent donc du temps. Moi, j'attire simplement l'attention de tout le monde. Après les prochaines élections, c'est là que sera peut-être la grande difficulté compte tenu de l'avenir de la taxe d'habitation ou non, enfin ce qui remplacera la taxe d'habitation.

M. LE MAIRE : Merci, Monsieur CAZABONNE. Monsieur JESTIN.

M. JESTIN : Alors évidemment, beaucoup de choses qui ont été dites. Je vais forcément en avoir oublié quelques-unes, mais je vais essayer de répondre globalement.

D'abord, concernant l'intervention de M. DELLU, je vous ai trouvé beaucoup plus incisif que les années précédentes sur la politique gouvernementale, mais peut-être que je n'étais pas suffisamment attentif n'étant pas directement concerné. Et effectivement, je vous avais trouvé plus sympathique avec le gouvernement précédent quand un certain nombre d'entre nous dénonçaient les ponctions qui étaient réalisées. Ce que je constate – et même si je rejoins Alain CAZABONNE sur les inconnues liées à la taxe d'habitation –, c'est que la chute s'arrête, que l'État aujourd'hui arrête cette ponction, préconise des phénomènes de compensation.

Alors, bien sûr, à terme, nous pouvons nous poser un certain nombre de questions et nous verrons, parce que vous m'avez posé une question sur la taxe d'habitation, oui, nous avons été prudents, nous avons mis un petit pourcentage d'augmentation sur les prochaines années et nous regarderons ce qu'il se passera dans la réalité.

Globalement, oui, nous avons une approche prudentielle sur la question des recettes et nous essayons d'avoir nos dépenses au plus juste. C'est en tout cas ce qui a guidé notre manière de faire.

Sur la question des intérêts en baisse, vous disiez qu'aucune collectivité n'avait des intérêts en baisse. Sauf celles qui empruntent. Donc le constat, c'est que nous n'avons pas emprunté, parce que nous avons dégagé des capacités de financement et d'autofinancement qui nous ont permis de réaliser jusqu'à présent les investissements que nous avons faits.

Faire un lien entre le temps de travail et le fait d'une volonté de maîtriser des dépenses, je pense que là aussi – mais je laisserais peut-être le Maire le redétailler tout à l'heure – c'est peut-être une lecture, il me semble, un peu réductrice. Il y avait bien d'autres objectifs derrière le temps de travail.

Sur la question – alors là, plusieurs l'ont dit – de considérer qu'il y avait une chute vertigineuse des investissements après l'échéance de 2020, permettez-moi de ne pas avoir tout à fait les mêmes calculs, parce que si je m'amuse à proratiser l'année 2020... Parce qu'il m'a semblé comprendre que les élections étaient en mars 2020, donc si je proratise et vous savez bien que la réalité des investissements se passe plutôt sur la fin de l'année que sur le début de l'année, donc même en proratisant, c'est plutôt dans votre sens la répartition n'est pas aussi importante que vous le dites, et bien évidemment que nous avons une meilleure lisibilité sur la réalité de nos investissements dans les deux premières années que dans les deux dernières. Il n'est pas compliqué d'en comprendre les différentes raisons.

Sur la question du plan d'énergie, nous y sommes attentifs. Dominique IRIART est attentive à cette question-là et nous sommes en train de regarder de près la question autour de la piscine. Vous savez que nous allons partir dans une réhabilitation de la piscine. C'est un des postes les plus importants en termes d'énergie pour la collectivité. Je crois que c'est 25 % de nos dépenses là-dessus, si je ne fais pas d'erreur. Donc, c'est un des postes que nous sommes en train de regarder avec beaucoup d'attention.

Sur la question des écoles entre Paul Lapie et Gambetta, ce sont au moins trois classes qui seront créées. Je vous renvoie aussi à la question de l'évolution démographique. Je vous l'ai dit, seulement 1 % d'évolution entre 2012 et 2017 de la population. Donc, nous avançons progressivement, mais en réhabilitant ces deux groupes scolaires, nous aurons à terme réhabilité l'ensemble des écoles de notre territoire.

Après, le château des Arts au département pour un collège, maintenant c'est le château des Arts pour des classes primaires ou maternelles...

Mme DE MARCO : (hors micro inaudible)

M. JESTIN : C'est ce que j'ai entendu. J'ai dû mal comprendre.

Mme DE MARCO : (hors micro inaudible)

M. JESTIN : Nous en reparlerons. Le Maire vous a répondu là-dessus.

Concernant M. CONTE, d'abord, j'ai été déçu par votre phrase d'entame, parce que «gouverner, c'est prévoir», cela a déjà été pris et dit. J'ai beaucoup aimé votre description du nirvana pour la population talençaise. Je me suis arrêté à cet endroit-là, parce que j'étais en train de noter et je n'ai pas entendu la suite.

Je vous ai répondu sur la question du avant ou après les échéances.

Sur la question des bases, ce n'est pas une surprise et nous l'avons bien précisé dans nos éléments, mais effectivement c'est quelque chose que vous aviez déjà dit par le passé. Ce sont des choix.

Vous nous avez interrogés sur notre capacité à vendre. Nous avons prouvé, je crois ce soir aussi, notre capacité à acheter du patrimoine et pas du patrimoine totalement anecdotique, me semble-t-il.

Sur la SEM, nous sommes d'accord que ce n'est pas un PPP, mais je pense que nous sommes dans cette connotation un peu générale – comme vous l'indiquez. Je vous rappelle qu'à ce jour tout de même il n'y a pas deux élus qui touchent des cachets, mais un seul.

Et enfin, sur la question des Halles, je vous rappelle qu'effectivement c'est un bien qui reviendra à la collectivité à terme.

Je remercie Stéphane AMBRY de ses compliments pour la notion du comprendre. J'ai essayé effectivement, n'ayant pas une vocation comptable à la base, de n'écrire que des choses que j'arrivais également à comprendre et c'est peut-être pour cela que nous nous rejoignons.

Quant à considérer qu'il y a des choses que nous n'avons pas écrites, vraiment c'est nous prêter de vilaines intentions.

M. LE MAIRE : Bien, merci Monsieur l'Adjoint. Quelques mots pour conclure. Je note que l'humour est votre dernier rempart pour éviter de parler des excellents résultats de la Ville de Talence.

Dans l'ordre, beaucoup de choses ont été dites, et c'est vrai que j'avais écrit, comme vous, Monsieur l'Adjoint, qu'on sentait Talencez-vous beaucoup moins embêté que sur les précédents débats d'orientation budgétaire. Oui, la ponction aveugle – et pour ne pas dire... Non, je ne le dirai pas – de l'État qui, je le rappelle, dotation générale de fonctionnement qui n'est pas un cadeau fait aux collectivités, mais simplement une rétrocession d'activités qui ont été faites par la collectivité et je préfère effectivement cent fois plus la contractualisation et avec les doutes que nous avons plutôt qu'une ponction aveugle à laquelle il manque 10 millions d'euros.

Vous nous avez dit, mon cher collègue – encore une fois et comme chaque année, mais cela doit être la saison – un certain nombre de contrevérités. Je ne suis plus adjoint aux finances, mais malheureusement il me faut respecter un certain nombre de vérités surtout.

Vous nous avez dit que les collectivités avaient participé plus que l'État à l'effort de désendettement. C'est vrai. C'est parfaitement vrai puisque l'État ne s'est pas désendetté. Donc, cela veut dire finalement que votre précédent gouvernement, que vous souteniez corps et biens – enfin, cela dépendant des gouvernements, mais... –, finalement a passé un contrat avec les collectivités, la Sécurité sociale et lui-même et n'a pas respecté la clause qui le liait. Cela, je trouve que c'est assez grave dans la parole de l'État.

Vous nous avez parlé des impôts. Vous savez qu'il me plaît à loisir – un peu comme vous l'aviez fait – de rappeler quelle a été l'augmentation des impôts à Talence et à quel point les impôts à deux chiffres que vous aviez augmentés... Alors, vous nous dites toujours que ce n'est pas la même base, etc., mais cela a quand même augmenté de deux chiffres. J'espère en tout cas que la dynamique des bases qui profite à la collectivité locale profitera également au département, puisque dans la base de ce que nous payons dans les frais de notaire, la part départementale est infiniment plus importante. Et nous verrons et j'observerai beaucoup ce que vous ferez sur la politique salariale. Croyez-moi, je vous en reparlerai.

Vous nous avez dit tout à l'heure, mon cher collègue, que nous baissions la charge des intérêts parce que nous avons négocié. C'est vrai, mais c'est surtout parce que nous nous sommes désendettés et que 90 % de la baisse de la charge provient de la baisse du désendettement. Alors, j'ai bien conscience que vous ne savez pas faire, mais je vous assure, essayez et vous verrez cela porte ses fruits.

Vous nous avez dit après que nous avons diminué les services. Expliquez-moi quels services nous avons supprimés.

Vous avez ensuite dit que notre taux de réalisation – là encore la boutique Talencez-vous – n'était pas vrai. Et je vous ai toujours démontré que les taux de réalisation du budget, c'est-à-dire le différentiel qui existe entre ce que nous faisons voter et ce que nous réalisons était plutôt excellent à Talence et en nette amélioration.

Pour finir, rappeler un certain nombre de vérités. Non, Monsieur CONTE, nous ne vendons pas nos bijoux de famille. Vous vous souvenez du tableau que je vous avais montré. Il est toujours d'actualité. Nous avons plus acheté que nous avons vendu. Cela vous ennuie, je le sais, mais malheureusement cela ne permet pas de donner une vérité à ce que vous dites.

J'ai en revanche retenu que vous n'aimiez pas les spécialistes de la dette pour les autres, ce qui peut-être s'adressait au précédent gouvernement. Et j'ai également retenu une phrase qui était de dire : «Votez pour nous». J'espère qu'elle sera consignée telle quelle dans le compte rendu.

Enfin, finalement, il y avait quelque chose qui me semblait important, j'ai commencé mon propos par cela. Vous avez beaucoup ironisé. Nous avons compris, il y a eu trois mois avec la relation avec l'ancien maire. Nous voici maintenant dans une séparation avec l'adjoint aux

finances. En fait, ce que je voudrais juste vous rappeler, c'est que vous n'avez finalement pas dit grand-chose sur le budget, si ce n'est sur la présentation de ce budget. J'aurais aimé une fois encore, vous qui vous permettez dans certains journaux de dire que vous êtes une opposition constructive, etc., vous nous dites finalement que vous êtes satisfait des résultats de la Ville, parce qu'on peut ne pas être d'accord sur un certain nombre d'orientations et c'est cela aussi la démocratie, mais quand une ville n'augmente pas ses prélèvements pendant quatre ans consécutifs, quand une ville investit comme jamais elle n'a investi – alors bien sûr, cela s'effondre après 2020. – il me semble que c'est une politique raisonnable que de ne s'engager que sur les éléments pour lesquels nous avons été élus. Il est certain que certains investissements pluridécennaux dans d'autres collectivités vous ont peut-être inspiré, mais en tout cas c'est un élément important.

Et puis, juste terminer, parce que vous m'apprenez toujours des mots, je suis donc un prestidigitateur, comme vous l'avez dit. Je suis allé regarder dans le Larousse qui dit que c'est une personne qui fait preuve d'une adresse particulière dans la politique. Merci beaucoup.

M. DELLU : Bien, une première chose, vous n'êtes pas un observateur attentif de la vie politique locale, je crois, donc nous pardonnerons votre ignorance, mais je vous invite à vous reporter au débat d'orientation budgétaire du département de la Gironde et vous saurez ce que c'est que de ne pas emprunter sur une année. C'est une première chose.

Deuxième chose, non, moi, je ne me félicite pas, je ne me limite pas à une année. Je ne peux que constater que pendant des années – et donc, je ne m'en satisfais pas et vous ne m'entendrez pas m'en satisfaire – il y a eu un sous-investissement chronique et en particulier dans le patrimoine municipal qu'aujourd'hui vous tentez de rattraper. Alors évidemment, c'est sûr que cela se concentre sur les années. Cela se concentre bien évidemment juste avant les élections, mais cela, je crois que personne n'est naïf. Moi, je me contenterai de reprendre les chiffres. Quand je vois cette capacité d'autofinancement, qui permet ces investissements, qui totalise sur les comptes administratifs 15, 16, 17 32 millions d'euros. Sur ces 32 millions d'euros, il y en a 6 qui proviennent de l'augmentation des impôts et il y en a 17 qui proviennent des produits de cession. Donc, nous avons 23 millions d'euros des 32 millions d'euros qui proviennent des produits de cession et de l'augmentation des impôts. Et cela, les faits sont têtus.

M. LE MAIRE : Les jeunes qui sont dans Georges Lasserre qui a donc été livré et payé sur le début du mandat apprécieront le fait que nous n'avons pas investi en début de mandat.

Quand au reste, vous savez très bien que la gestion de la Ville a toujours été le cas et c'est pour cela que nous avons un produit de cessions important de vendre avant d'acheter. C'est la raison pour laquelle il y a la Médoquine avant l'ECCV.

M. JESTIN : Quelques éléments. En fait, quand j'écoute M. DELLU, je me dis deux choses. La première, c'est qu'effectivement c'était plus le conseiller départemental que le conseiller municipal qui s'exprimait...

M. LE MAIRE : Une fois de plus.

M. JESTIN : ... mais également que tout ce qui va dans le bon sens pour la Ville, ce n'est pas nous, c'est tout le temps grâce aux autres, et tout ce qui ne va pas, c'est toujours nous. Mais c'était un discours assez récurrent.

Sur les questions d'investissement, quand même, depuis le début de la mandature – parce que l'on peut tourner les chiffres comme l'on veut – 10 millions d'euros en 2014, 7 millions d'euros en 2015, 8 millions d'euros en 2016 et 7,8 millions d'euros en 2017. Ce sont des chiffres du réalisé et donc en termes de moyenne par rapport à des villes de notre strate, il me semble que nous sommes plutôt dans des chiffres qui sont satisfaisants.

M. LE MAIRE : Bien, Monsieur Gérard MAJAX. Non, pardon, c'est un prestidigitateur.

M. CONTE : Non simplement je voudrais rétablir une petite vérité, semble-t-il. Je veux bien croire que la commune achète plus qu'elle ne vend, mais il faudrait quand même dire que la commune achète au prix du marché généralement. Elle vend au prix des Domaines ou en dessous. Nous l'avons vu récemment.

M. LE MAIRE : Les Verts ont-ils quelque chose à dire ou pas ? Mme CONGOSTE, pardon.

Mme CONGOSTE : Alors, je ne vais pas intervenir sur le budget, ce n'est pas ma partie et je n'ai pas les connaissances pour cela. Par contre, sur la partie humaniste un petit peu. Ce budget parle beaucoup d'administratif, de l'animation, de la culture – très important –, de la sécurité – tout aussi important –, du social, du sportif, du technique. Tout cela fait partie d'un budget effectivement et il faut le répartir. En fonction des années et des choix politiques, on met de l'argent plus ou moins dans chacune des parties et on essaie d'équilibrer. Cela, j'ai compris. Par contre, j'aimerais une rubrique de plus qui s'appellerait «humaniste». Nous savons tous que nous avons des immigrés, que nous avons des sans-papiers, que nous avons des personnes qui sont de plus en plus en difficulté au point de ne plus avoir même la capacité d'avoir un toit. Donc, humaniste, quel est le budget d'une mairie ? Comment pourrait-on prévoir ces choses-là ? Nous savons que de plus en plus de jeunes prennent la ligne de la marge, parce qu'ils n'accrochent pas à ce qui est proposé dans la norme. Quelle est la ligne humaniste qu'une mairie innovatrice pourrait proposer en se servant de la culture, du social, du sportif, de l'animation pour effectivement pouvoir intégrer cette part maudite de la société qui n'est pas nouvelle ? Ce n'est pas nouveau, donc comment se fait-il qu'encore aujourd'hui nous en sommes à oublier ces parts essentielles ? Comment intégrer ? C'est tout.

M. LE MAIRE : Alors, vous vous rappelez deux chiffres, Madame, et vous n'étiez pas là en début de mandat.

Mme CONGOSTE : Non.

M. LE MAIRE : La Ville a augmenté le budget du CCAS de 10 % et nous sommes là vraiment sur la partie de la population, ... puisque nous sommes passés de 3,6 millions d'euros à 4 millions d'euros. Et puis, encore une fois, vous aurez l'occasion – si ce n'est pas déjà fait – de voir aussi un certain nombre d'actions. Vous avez parlé des migrants et vous avez parlé du culturel. Vous rappeler que la médiathèque a accueilli gratuitement, lorsque les migrants étaient sur notre territoire, et leur a proposé des cours de français. Alors, bien évidemment,

en termes budgétaires – et l'argent ce ne sont pas des choses qui sont fléchées, parce que nous sommes là dans un débat d'orientation budgétaire avec des grandes masses – sachez que le budget de la Ville d'une façon générale est principalement orienté vers ce genre d'objectif. En tout cas, un certain nombre d'actions le respecteront.

M. JESTIN : Avec votre permission Monsieur le Maire, je ne sais pas si c'est l'Adjoint aux finances ou l'ancien vice-président au CCAS qui a envie de vous répondre, vous avez cité un certain nombre de catégories, j'ai bien compris qu'il y avait trois petits points et que cela ne s'arrêtait pas là, mais il y a aussi des gens tous les jours qui sont dans des difficultés. C'est bien les missions du CCAS d'essayer d'accompagner toutes ces personnes-là, y compris – parce qu'il serait surprenant qu'il en soit différemment – certainement des gens qui sont dans cette pièce aujourd'hui ou qui sont dans la résidence juste à côté. Cette vocation globale d'accompagnement des publics, c'est tous les jours. Philippe pourrait désormais en parler mieux que moi, mais c'est tous les jours et pour toutes les catégories. Bien sûr que tout cela est sous-entendu dans l'ensemble des politiques que nous développons. Mais ce n'est pas du tout en contradiction avec ce que vous avez dit, c'est juste en complément.

Mme CONGOSTE : J'ai travaillé avec le CCAS. Je connais leurs compétences et le brio avec lequel ils travaillent. Je ne reviendrai pas là-dessus. C'est simplement que nous pourrions inventer des lieux où les gens puissent se laver. Cela coûte de l'argent, mais des lieux où l'on puisse recevoir, écouter. Je sollicite l'invention.

M. LE MAIRE : Cela existe tout cela, Madame CONGOSTE.

M. JESTIN : Oui, nous l'avons fait, nous l'avons proposé.

Mme CONGOSTE : Pas à Talence.

M. LE MAIRE : Une petite précision qui intéressera nos amis de la presse et qui part de l'énervement de M. CONTE et d'une vérité encore une fois assénée par Mme DE MARCO. Je reviens donc sur ce que vous venez d'exprimer. Oui, encore une contrevérité, je suis désolé, mais sur laquelle vous êtes encore. Les Domaines sur le bien... Parce que c'est vrai que moi, je vous avais cru tout à l'heure, bêtement, mais les services... J'allais demander la démission du service juridique puisqu'ils avaient mis encore une fois qu'il y avait voix pour, voix contre. Or, on ne vote pas un rapport d'orientation budgétaire. Mais ces mêmes services ayant peur de la sentence puisque nous avons déjà changé le service juridique depuis le dernier Conseil, m'ont fait transmettre la photo de la délibération du prix de vente. Ce que vous dites, ce que vous avez repris n'est pas exact. Les Domaines ont évalué le bien à 165 200 € et le prix de vente – j'ai la délibération – a été mis à 200 000 €. Mais il n'y a pas eu d'acquéreur. Et la vente s'est finalement faite au prix des Domaines. Et je vous prie de croire que quand on dit que ce sont ces choses-là – j'ai la photo, c'est le service juridique qui me l'a dit – ou même quand on s'en prévaut, mieux vaut être sûr. Ce qui veut donc dire que la Ville avait mis à prix 200 000 € le prix des Domaines à 165 000 €. J'aimerais juste que vous puissiez le reconnaître et en tout cas vous le verrez avec le service juridique. Voilà ce que je voulais vous dire.

Mme DE MARCO : 200 000 € ?

M. LE MAIRE : Oui, mais nous n'avons pas trouvé d'acquéreur, Madame DE MARCO. Par contre, ne dites pas cela.

Mme DE MARCO : C'est fort possible.

M. CONTE : Mais c'est le cas pour toutes les opérations.

M. LE MAIRE : Non, mais c'est juste que comme vous dites que la Ville vend au prix au-dessous des Domaines, non.

M. CONTE : Vous prenez un exemple là. Nous pouvons un petit peu consulter les archives. Nous allons le faire.

M. LE MAIRE : Oui, allez-y. En tout cas, je voulais juste vous dire que l'exemple que vous preniez, j'ai bien compris, cela ne vous arrange pas. Malheureusement, ce n'est pas le bon. Allez regarder le prix de vente de la Médoquine. Je vous assure, vous regarderez le prix des Domaines et le prix de vente.

DELIBERATION

Monsieur JESTIN, Adjoint délégué aux Finances, expose :

«Conformément aux dispositions du Code général des Collectivité Territoriales et de l'article 107 de la loi NOTRe, du 7 août 2015, et de son décret d'application n° 2016-841 du 24 juin 2016, vous venez d'entendre le rapport sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2018.

Je vous propose donc d'en débattre.

Le Conseil Municipal, après délibéré, décide de retenir les orientations budgétaires présentées dans le rapport pré-cité.»

Adopté par 32 VOIX POUR
7 VOIX CONTRE (Talencez-vous ! - Une vraie gauche pour Talence)
3 ABSTENTIONS (EELV)

Reçue en Préfecture le 12/02/18

N° 9 - Signature d'une convention «Trottoirs vivants» avec Bordeaux Métropole pour la végétalisation des trottoirs et la gestion des trottoirs végétalisés

Mme FABRE-TABOURIN : Monsieur le Maire, mes chers collègues, vous vous en souvenez, en janvier 2015, nous lançons l'opération de fleurissement des trottoirs de la ville de Talence. Cela s'appelait «trottoirs fleuris». Il s'agissait alors de permettre de végétaliser lesdits trottoirs dans l'objectif d'installer toujours plus de nature en ville. Bordeaux Métropole menant le même type d'opération, nous propose aujourd'hui d'actualiser et d'élargir cette initiative à travers un projet commun qui s'appellera maintenant «trottoirs vivants». Nous passons donc des trottoirs fleuris aux trottoirs vivants. Je vous précise que la commune conserve l'initiative de cette opération ; la Métropole prenant à sa charge la partie technique et sera la seule à assurer les

travaux aux frais de la commune. Donc, il s'agit d'une délibération technique dont l'objectif est d'autoriser M. le Maire à signer cette convention.

M. DELLU : Oui en ce qui concerne la convention, nous y serons favorables même si cela relève plus du cosmétique que du travail de fond. Oui, excusez-moi, c'est d'une modestie un peu nuisible. Et puis d'ailleurs, puisque nous parlons de cela, il me vient quelque chose à l'esprit. Pouvez-vous nous communiquer le calendrier de ramassage des déchets de tontes et de feuilles ?

Mme FABRE-TABOURIN : J'ai été étonnée que vous ne posiez pas cette question-là plus tôt.

M. DELLU : Oui, parce que M. le Maire a dit qu'il n'y avait aucun service supprimé.

M. LE MAIRE : Je confirme que le service n'a pas été supprimé. Après, il y a des prestations que nous n'effectuons pas, mais je vous rappelle que nous ramassons un certain nombre de déchets verts.

M. DELLU : C'est-à-dire que le service n'est pas supprimé, mais il y a des prestations que l'on n'effectue plus.

M. LE MAIRE : Nous continuons à ramasser les branchages, Monsieur DELLU.

M. DELLU : Flagrant délit de mensonge.

Mme FABRE-TABOURIN : Je peux vous donner le calendrier de ramassage des branches, si cela vous intéresse.

M. LE MAIRE : C'est un déchet vert, je crois.

Mme FABRE-TABOURIN : Ce qui est aussi un déchet vert. En l'occurrence, là, je vous demande d'approuver une délibération autorisant M. le Maire à signer cette convention.

M. LE MAIRE : Très bien, je vous remercie. Un service public, finalement. C'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas finalement, le service public.

DELIBERATION

Madame FABRE-TABOURIN, Adjointe déléguée au Développement Durable, expose :

«Par délibération en date du 19 janvier 2015, la Ville de Talence lançait l'opération de fleurissements participatifs : «Trottoirs fleuris», il s'agissait alors de permettre la végétalisation de trottoirs répondant à un objectif d'installer plus de nature en Ville avec les habitants volontaires.

Bordeaux Métropole menant aussi un projet «Trottoirs plantés» depuis 2013, propose aujourd'hui d'actualiser et d'élargir ces initiatives au travers du projet commun «Trottoirs vivants».

A cet effet, lors du conseil métropolitain du 19 Mai 2017, une délibération a été présentée pour mettre en place des conventions entre mairies et Bordeaux Métropole.

Cette convention est jointe en annexe de la délibération.

Le projet «Trottoirs vivants» est d'initiative communale. La commune assurera l'interface avec les riverains et pourra communiquer sur les essences à planter, les modalités d'entretien et la gestion.

Les procédés utilisés pour permettre la végétalisation des trottoirs seront les suivants : des plantations directement en pleine terre (trottoirs non revêtus, au pied des murs), des mini-fosses de plantations.

Bordeaux Métropole, si besoin, dans le cas de mini-fosses, est la seule autorité qui assurera les travaux aux frais de la commune.

Pour permettre une mise en œuvre des prochaines plantations, selon le calendrier retenu, à savoir au deuxième trimestre de cette année, je vous demande donc de bien vouloir autoriser, Monsieur le Maire, à signer cette convention.»

Adopté par 42 VOIX POUR

Reçue en Préfecture le 12/02/18

10 - Platane Parc du Couvent – Dépôt déclaration préalable de travaux

Mme FABRE-TABOURIN : Là, une délibération difficile, j'imagine, et difficile pour moi à exposer. Vous connaissez tous le parc du Couvent à Talence. C'est un parc très arboré que la commune a aménagé et continue à aménager. Il se trouve que dans ce parc le 27 juillet 2013 un platane d'une hauteur approximative de 30 mètres et jouxtant une propriété située au 124 rue de Suzon, cet arbre majestueux a perdu une branche. Une grosse branche, parce qu'une branche d'un volume de 12 m³ et de 400 kilos. Cette branche est tombée dans la cour du voisin. Il y a eu un certain nombre de dégâts matériels et heureusement personne ne passait à cet endroit qui est pourtant un endroit d'accès à cette résidence au moment où la branche est tombée. Qu'avons-nous fait ? La Ville a été appelée en responsabilité. Notre assurance nous a dit : « Cette situation-là ne pourra pas perdurer. Cet arbre va nécessiter un élagage plus sévère à celui qu'il a connu jusqu'à présent, voire un abattage si la première opération entraînait une perte certaine de l'arbre ». Grosso modo, c'est ce que l'on nous dit aujourd'hui. Nous avons évidemment cherché à en savoir plus avant de prendre la décision de couper cet arbre. Cela ne vous intéresse pas ?

M. LE MAIRE : Madame DE MARCO ? Apparemment, non.

Mme FABRE-TABOURIN : Cela ne vous intéresse pas du tout mon histoire de platane, Madame DE MARCO.

Mme DE MARCO : Si, si, je ne fais qu'écouter.

Mme FABRE-TABOURIN : Parce qu'il est important quand même que vous entendiez les arguments, Madame DE MARCO sur la raison qui m'amène... Cela ne m'amuse pas du tout de porter une délibération qui dit que Talence va abattre un arbre de cette qualité dans un parc. Ce n'est pas le genre de délibération qui me plaît. Cela ne me fait pas plaisir. Donc, j'ai un certain nombre d'arguments et d'expertises à avancer pour justifier que je doive porter cette délibération devant vous. Je vous remercie de bien vouloir, sinon les entendre, au moins les écouter.

Si je reprends, une branche de ce platane est tombée chez le voisin. L'assurance nous dit : « Il va falloir élaguer ce platane de façon extrêmement importante, violente, voire le couper si

jamais cet élagage amenait une mort certaine de cet arbre». Nous avons donc fait procéder à une expertise phytosanitaire de cet arbre pour prendre une décision. La première posture est de dire : «Il est hors de question que nous mettions qui que ce soit en danger avec cet arbre». Deux : «Il faut que nous ayons cette expertise» ; expertise que nous vous avons jointe à la délibération et qui dit en bref que deux altérations ont été relevées par l'expert comme des défauts régressifs sur le long terme qui ne justifient pas l'abattage de cet arbre. Nous sommes bien d'accord. Que pour diminuer la chute des branches, la solution pourrait consister à pratiquer cette taille sévère qui serait assimilable à ce que l'on appelle un rapprochement. Et que ce type de réduction aura pour conséquence des risques de pourriture et d'infection provoquant un affaiblissement structurel à évolution lente. Qu'en conséquence l'élagage sévère engendrant inévitablement la pourriture et la mort de l'arbre de façon progressive avec les risques inhérents de fragilité qui pourraient en résulter et conformément à l'injonction de notre assureur, je vous propose – et sans plaisir – d'autoriser M. le Maire, en application de l'article R.421-23g du Code de l'urbanisme, à déposer un dossier de déclaration préalable de travaux afin de procéder à l'abattage de l'arbre concerné, de planter en lien et place des arbres. Et je voudrais vous informer – puisque cela ne figure pas dans cette délibération – que nous planterons dès lundi un arbre remarquable obtenu par mon collègue Christine PENE auprès de la Métropole dans le même parc qui est un chêne chevelu de 5 mètres de haut et qui entrera en compensation de ce fameux platane que nous sommes décidés à abattre pour les différentes raisons que je vous ai exposées. Donc, nous allons planter ce chêne chevelu, un certain nombre d'arbres fruitiers plus adaptés à une situation de proximité immédiate des habitations. Le chêne chevelu, comme il va devenir très grand, nous allons le planter au milieu, je vous rassure tout de suite. Nous sommes allés voir sur place. Et de recycler le bois de ce platane sous forme de mobilier pour les parcs et jardins.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE : Merci, Madame FABRE-TABOURIN.

Mme DE MARCO : Je pense que je vais offrir le livre qui s'appelle *Le maire qui aimait les arbres* ; un livre de Jean CHALENDAS très intéressant et très instructif. Finalement, ils ne l'avaient pas à la librairie George pour l'instant. Nous vous avons alertés au mois d'août sur cette intention qu'avait la municipalité d'abattre cet arbre ; intention qui avait été précisée, mais il se trouve que cela lui a pris du temps, puisque nous avons demandé à avoir connaissance de l'étude phytosanitaire de l'arbre qui a eu lieu en septembre. Nous avons posé une question orale. Nous avons fait un courrier le 25 janvier resté sans réponse. Et la réponse aujourd'hui est simplement cette délibération qui est obligatoire puisqu'en définitive nous sommes dans un espace boisé à conserver et pour abattre un arbre, on a besoin d'une déclaration préalable de travaux. C'est pour cela que nous avons cette délibération. Seulement voilà, nous n'avons pas la même interprétation de cette étude phytosanitaire qui avait été demandée, car l'expertise précise bien qu'en définitive cet arbre pouvait très bien être élagué et que cette action d'élagage ne mettait pas du tout en péril prochainement l'arbre, surtout que si vous aviez fait une deuxième expertise, vous sauriez que cet arbre est une espèce hybride qui résiste très, très bien à l'élagage. Toujours est-il que s'il y avait eu seulement un peu d'entretien et même en poursuivant l'entretien de cet arbre, nous pourrions

le conserver. C'est fort dommage de passer tout de suite à l'argument que je ne connaissais pas, que vous avez mis en avant qui est celui de l'assurance. Comment se fait-il, alors que je vous alerte depuis plusieurs mois, que nous n'avons pas eu connaissance de ce courrier de l'assureur ? Vous citez cette assurance, vous nous donnez le nom de cette assurance qui vous met pratiquement en demeure pour des questions d'assurance d'abattre cet arbre. Moi, j'aimerais bien avoir connaissance de ce courrier de l'assureur, espérant que celui-ci a été fait après l'étude phytosanitaire que nous avons faite faire au mois de septembre par l'expert qui dit bien que cet arbre est en bonne santé et qu'il n'y a aucune raison en définitive de l'abattre. Pouvez-vous nous préciser ce courrier de l'assureur, de quand date-t-il et qu'est-ce qu'il précise justement concernant cet arbre particulier ? Que dit cet expert de l'assurance ? Merci de nous apporter cet élément complémentaire dont nous n'avons pas connaissance.

Mme FABRE-TABOURIN : Oui alors, en effet, Madame DE MARCO, je reconnais que cela fait un moment que vous nous alertez sur cet arbre. Parce que c'est une délibération que nous ne prenons pas avec plaisir... L'histoire de l'assurance, c'est dès le départ. Nous vous communiquerons tous les éléments de retour puisque c'est évidemment cet accident et la préconisation, voire l'injonction de notre assureur, qui nous a poussés à avoir des investigations un peu plus importantes pour avoir tous les éléments de décision quant à l'abattage de cet arbre. Parce que si l'idée est de me dire : «C'est super, on abat un arbre parce qu'on se fait plaisir», je ne vous suivrai pas. Nous avons parlé de ce problème à la sortie d'un Conseil, c'était cet été. Le point de départ de cet abattage, c'est cette branche qui tombe devant l'entrée d'une résidence. Chance pour nous, personne ne passait à ce moment-là. Cela, c'est l'élément déclencheur. En effet, ce qui aurait été absolument parfait selon vous, moi, quand un expert me dit que si on taille cet arbre si sérieusement qu'on doit le faire pour éviter tout risque et pour continuer à être assuré, on le promet à une morte lente, j'assume le fait de présenter une délibération qui dit : «Bonjour, nous allons être obligés d'abattre cet arbre et voilà les raisons que vous n'écoutiez pas au début de mon exposé, mais que vous aviez lues». Puisque nous sommes bien conscients que ce n'est pas quelque chose d'anodin, nous prévoyons de replanter des fruitiers en limite de propriété pour éviter d'avoir à renouveler ce type de difficulté et un arbre remarquable au milieu de ce parc. Voilà la réalité.

M. LE MAIRE : Merci.

Mme DE MARCO : (hors micro inaudible)

Mme FABRE-TABOURIN : Je ne suis pas mielleuse là, du tout.

Mme DE MARCO : Mélodramatique, pas mielleuse. Vous saviez très bien depuis le début que vous vouliez l'abattre. Donc, aucun argument.

M. LE MAIRE : Madame DE MARCO, je peux vous donner la parole si vous le souhaitez, mais demandez-la à minima. Y a-t-il d'autres observations, s'il vous plaît ?

M. DELLU : Oui un arbre qui est estimé de bonne vigueur, qui fait 25 mètres de haut, ce n'est évidemment certainement pas agréable de devoir l'abattre, même si c'est une essence hybride, un *hispanica* ou un *acerifolia* qui ne présente pas non plus de caractère exceptionnel,

même si les platanes sont même plutôt plus résistants que les platanes ordinaires qui subissent en ce moment les attaques des *gloeosporiums*, les champignons. Cela dit quand même, même si j'entends tout à fait les risques, l'expert – moi, je ne m'appuie que sur ses dires, je n'ai pas d'autres éléments là-dessus – nous dit qu'il y aura naturellement un risque supplémentaire de mauvaise évolution, certes, mais que néanmoins il estime qu'un étêtage n'est même pas nécessaire et que pour conserver le but de cette action – je me permets de relire le dernier paragraphe – la mise en sécurité de la propriété riveraine – c'est ce qui nous concerne tous – ce type d'action, l'élagage, est à considérer comme une orientation de gestion nouvelle et cette action est à répéter régulièrement dans le temps. Donc, ce que nous dit simplement l'expert, c'est que, certes, l'arbre a un certain âge, OK, qu'à partir du moment où nous souhaitons éviter le danger pour les propriétés riveraines – et c'est bien normal – un élagage est nécessaire. Mais ce qui est ennuyeux peut-être et c'est cela qui vous pose peut-être problème, c'est que cet élagage est à reproduire dans le temps, même si d'après ce qu'il nous dit la croissance est suffisamment lente pour les espacer. Je suis d'accord, ce n'est pas explicite, mais c'est induit. Donc, de là à aller le couper, il y a peut-être une marge que nous vous invitons à reconsidérer.

M. LE MAIRE : Madame FABRE, vous voulez répondre ?

Mme FABRE-TABOURIN : Si je considérais et en termes de gestion de l'argent public, parce que je vous engage à regarder le coût de ce type d'opération d'entretien, et que le risque reviendrait à zéro tant pour l'arbre que pour les riverains... Parce que moi, ce que je lis de l'expert, c'est que si nous étêtons, si nous taillons cet arbre suffisamment, nous le faisons souffrir.

M. DELLU : Non, il dit qu'il n'y a pas besoin de l'étêter.

Mme FABRE-TABOURIN : Il dit à moyen terme et que ce sera une mort lente.

M. DELLU : Il dit qu'il n'y a pas besoin de l'étêter, Madame FABRE, si vous me permettez.

Mme FABRE-TABOURIN : Il dit qu'à moyen terme cet arbre finira par mourir de cette mutilation. Donc, à une mort lente – c'est écrit, je vous renvoie à la relecture – et douloureuse, on tourne sur cette décision parce que ce n'est pas une décision facile depuis plusieurs mois, en effet. Pour éviter le risque, le coût et une mort lente et douloureuse, nous avons préféré vous présenter cette délibération et en profiter pour replanter un arbre remarquable dans le centre de ce parc.

M. LE MAIRE : Bien merci. Les votes, s'il vous plaît, parce que nous n'allons pas...

M. GUERIN : Juste une toute petite intervention justement pour le futur. Là, vous ferez bien ce que vous voudrez puisque, la majorité étant ce qu'elle est, nous sommes d'accord. Juste au moins prendre en compte ce qui a été un peu évoqué là sur les arbres en limite de parcelle, etc. Je crois qu'il faudra bien tenir compte de ce genre de situation et aussi quand même j'ai noté que de l'entretien des espaces verts cela avait un prix, mais il faut quand même que nous l'assumions. Sinon, nous arriverons à avoir ce genre de constats-là. On est bien d'accord que contrairement d'ailleurs à l'interprétation que vous faites de ce qui est en

conclusion et que tous les élus ici, y compris de majorité qui voteront en leur âme et conscience, donc la conclusion : les deux altérations relevées sont des défauts régressifs, mais sur le long terme et ne justifient pas actuellement l'abattage de ce platane. Le deuxième point qui n'a pas été cité dans la délibération de la conclusion, on parlait effectivement – c'est ce que disait aussi M. DELLU – d'une gestion nouvelle avec un entretien régulier. Cet entretien régulier, il peut être compliqué maintenant, je suis d'accord, mais au moins que l'on prenne en note cela pour avoir une surveillance et un entretien réguliers de tous nos espaces verts pour ne pas arriver à cette situation-là. Donc, j'ai pris note pour l'avenir plutôt que de dire que les entretiens des espaces verts coûtent cher.

Mme FABRE-TABOURIN : Oui en l'occurrence si nous avons planté de ce platane, nous ne l'aurions peut-être pas planté en limite de propriété. C'est bien pour cela que je vous propose de planter des arbres fruitiers.

M. LE MAIRE : Allez, mes chers collègues, c'est un sujet important, mais nous allons passer à autre chose. Allons-y.

M. CONTE : Alors je crois que tout le monde est sensible aux souffrances énormes de ce platane. Est-ce que nous ne pourrions pas envisager des soins palliatifs pour atténuer ses souffrances ?

M. LE MAIRE : Ce qui est sûr, c'est qu'une branche de 400 kilos, ce n'est pas une mort lente en général si jamais on se trouve dessous. Vos votes.

Une petite modification, puisque depuis la loi NOTRe, il faut voter le DOB, il me semble. Donc, je vais juste vous demander votre vote sur le DOB et pas le ROB.

DELIBERATION

Mme FABRE-TABOURIN, Adjointe déléguée à l'Urbanisme, expose :

«Le Parc du Couvent de Talence comporte un certain nombre d'arbres (platanes, marronniers, charmes...) situés en bordure immédiate de parcelles voisines, sur lesquelles se trouvent des habitations privées. Un simple muret sépare ces sujets des différents immeubles.

Dans la nuit du 27 juillet 2013, un platane d'une hauteur approximative de 30 mètres et jouxtant notamment la propriété située au 124 rue de Suzon, a perdu une branche d'un volume de 12 m³ et d'un poids de 400 kg. Cette dernière s'est en effet abattue sur la cour du fond voisin engendrant de lourds dégâts matériels et bloquant l'accès à 6 logements. Il convient de préciser que le lieu de chute de la branche est couramment emprunté par les résidents de la propriété et que des dommages corporels d'une extrême gravité auraient pu se produire.

Suite à ce sinistre pour lequel la responsabilité de la Ville a été engagée (indemnité de 3 260 € versée à la victime), l'assureur en dommages aux biens et responsabilité civile de la Commune (la SMACL) a notifié à cette dernière sa position retranscrite ci-dessous:

«Selon les éléments transmis par notre expert (...) il s'avère que l'arbre incriminé nécessiterait un élagage plus sévère que celui qu'il a connu jusqu'à présent, **voire un abattage, si la première opération entraîne une perte certaine de l'arbre** (...) L'expertise précitée a déterminé que le risque lié à la présence de cet arbre est toujours existant.

Un des principes fondamentaux de l'assurance reposant sur la notion d'aléa, nous nous réservons la possibilité de ne pas intervenir dans un dommage à venir si aucune disposition n'est prise par vos services pour assurer la sécurité pérenne des biens et des personnes situés à proximité».

La Collectivité a ainsi récemment fait procéder à une expertise phytosanitaire de l'arbre concerné afin d'envisager la solution la plus adaptée pour faire cesser tout danger. Il ressort de cette dernière, jointe à la présente délibération, que :

- deux altérations ont été relevées par l'expert comme étant des défauts régressifs sur le long terme ne justifiant pas actuellement l'abattage de l'arbre sur ce fondement.

- pour diminuer la chute des branches, la solution pourrait donc consister à pratiquer une taille sévère assimilable à un rapprochement. Ce type de réduction aura cependant pour conséquence des risques de pourritures et d'infection provoquant un affaiblissement structurel (évolution lente).

Par conséquent :

- un élagage sévère engendrant inévitablement la pourriture et la mort de l'arbre de façon progressive avec les risques inhérents de fragilité qui pourront en résulter,

- et conformément à l'injonction de notre assureur d'abattre ce platane si une taille sévère provoque une perte certaine de l'arbre, sans quoi la Ville ne sera plus assurée en responsabilité en cas de survenance d'un nouveau sinistre, je vous propose :

- d'autoriser M le Maire, en application de l'article R421-23 g) du code de l'urbanisme, à déposer un dossier de déclaration préalable de travaux afin de procéder à l'abattage de l'arbre concerné situé en espace boisé classé,
- de planter en lieu et place des arbres fruitiers de moindre pousse, plus adaptés à une situation de proximité immédiate avec des habitations,
- de recycler le bois de l'arbre sous forme de mobilier pour les parcs et jardin.»

ADOPTE PAR 32 VOIX POUR
10 VOIX CONTRE (oppositions)

Reçue en Préfecture le 12/02/18

N° 11 - Couverture de deux courts de Tennis, rénovation d'un terrain de tennis et création de deux terrains de Padel - Demande de subvention

M. PRADES : Monsieur le Maire, mes chers collègues, le club de tennis compte à ce jour 450 adhérents pour 10 courts de tennis, donc 2 couverts. Suite à un audit de la Fédération française de tennis sur nos installations, il apparaît que le ratio courts couverts/licenciés est largement négatif. En effet, la moyenne nationale est de 1 court couvert pour 120 licenciés. À cet effet, le club de tennis s'est rapproché de la mairie afin de présenter un projet de club qui inclurait la couverture d'un court de tennis supplémentaire. Ce court permettrait de satisfaire la demande exponentielle actuelle, à savoir fidélisation des adhérents et recrutement de nouveaux joueurs autant jeunes qu'adultes. Ce terrain couvert supplémentaire éviterait également d'annuler de nombreux cours notamment d'écoles de tennis lorsque la météo n'est pas clémente, et permettrait également la création de créneaux supplémentaires pour les adhérents et non adhérents. À ce court couvert supplémentaire s'ajoute une demande d'un nouveau projet, à savoir la création de deux padels couverts. Pour les novices, le padel, c'est un jeu de raquettes qui se pratique à quatre sur une surface réduite par rapport à court de tennis et clôturé par quatre parois vitrées. Donc, cette nouvelle pratique affiliée à la Fédération française de tennis permet la découverte d'une nouvelle activité complémentaire au tennis et en pleine expansion sur le territoire, car plus vite praticable que le tennis. De nombreux

complexes se développent chaque année. Le club de tennis doit suivre cette nouvelle tendance et s'équiper en terrains. Ils seront couverts et donc utilisés tout au long de la journée et de l'année. Le projet global consiste donc à couvrir deux terrains de tennis. Sur l'un sera rénové un court de tennis en résine et sur le second seront installés deux terrains de padel. Par ailleurs, chaque étape du projet sera suivie par des membres de la Fédération française de tennis. La Fédération nous conforte donc sur la pertinence de ce projet pour le développement du club et de l'activité tennis et padel. Ce projet est estimé à 600 000 € TTC.

Je vous propose donc d'approuver ce projet de construction et de solliciter des subventions au taux maximum auprès de nos différents partenaires : le Centre national pour le développement du sport qui, je l'ai appris hier, est prêt à financer des projets de padel, le Conseil régional, le Conseil départemental et la Fédération française de tennis. Je vous demande donc de bien vouloir approuver le projet d'une couverture de deux terrains de tennis avec la rénovation de la surface d'un terrain en résine et la construction de deux terrains de padel sur l'emplacement du deuxième terrain de tennis ; de donner votre accord pour solliciter des subventions au taux maximum auprès du Centre national pour le développement du sport auprès du Conseil régional, du Conseil départemental et de la Fédération française de tennis ; d'autoriser M. le Maire à signer les pièces afférentes à ces demandes et le plan de financement en découlant.

M. LE MAIRE : Merci beaucoup, Monsieur PRADES. Des remarques ?

Mme ZANOTTI : Oui effectivement il y a un aspect sportif, mais il y a un aspect construction. Or, sur ces terrains, nous avons – historiquement avant moi bien sûr – des problèmes de récupération des eaux. Je souhaiterais que quand il y a une nouvelle construction comme cela, le groupe énergie, développement durable et tout ce que vous voulez soit bien saisi pour que nous suivions bien les constructions et que nous sachions comment sont récupérées ces eaux, où elles vont, etc. Parce que souvent, dans tous les équipements que nous avons vus, nous n'avons pas beaucoup travaillé sur ces aspects-là. Nous laissons cela aux constructeurs et aux architectes qui s'engagent. À la fin, nous ne savons pas trop s'ils ont vraiment fait ce travail.

M. LE MAIRE : Juste comme le faisait remarquer M. PARANTEAU, dans le cadre de la rénovation de Jean Bouin nous récupérons l'eau notamment par rapport aux trottoirs. Donc, nous faisons ce genre d'opérations d'ores et déjà. Donc, soyez assurée que nous serons attentifs à cet aspect-là.

Mme RAMI : J'aurais voulu juste une précision pour connaître le taux maximum de subvention accordée.

M. LE MAIRE : Aux alentours de 150 000 €, on va dire. Cela va dépendre de la générosité de la Fédération française de tennis.

Mme GRESLARD-NEDELEC : Nous voterons pour cette délibération, mais j'avoue que j'ai vu que vous allez demander une subvention potentielle au Conseil départemental. Pour le

moment, je n'ai pas vu dans quel cadre d'intervention. J'ai demandé au service de fouiller un peu, mais peut-être avez-vous déjà déposé une demande.

M. LE MAIRE : Non. C'est juste que nous vous demanderons... Alors après, il faudra regarder le dispositif dans lequel nous sommes et puis dans le cadre, si jamais vous nous aidez, notamment si jamais il y a des partenariats avec des écoles... Parce que je rappelle juste un élément important, cela va être un des premiers padels municipaux. En général, ce sont plutôt des structures privées. Donc, cela pourrait aussi se faire à travers une intervention au niveau scolaire si cela intéresse.

Mme GRESLARD-NEDELEC : Mais à ce moment-là on subventionne les collèges pour des activités, mais pas les structures. Talence n'est pas une commune rurale. Ce n'est pas dans les règlements d'intervention qui ont été fléchés sur les équipements plutôt piscines, donc d'apprentissage de la nage ou les bassins de nage. Jusqu'à présent, je n'ai pas...

M. LE MAIRE : Vous pourrez toujours voter une subvention exceptionnelle. Comme les Talençais paient des impôts, même s'ils ne sont pas en zone rurale, je vous assure...

Mme GRESLARD-NEDELEC : Mais vous avez bien qu'on ne fait pas cela à la tête du client et que nous sommes dans le cadre des règlements d'intervention.

M. LE MAIRE : Vous m'apprenez quelque chose.

M. DELLU : On n'est pas à Talence.

M. LE MAIRE : Nous sommes à Talence, si. En tout cas, nous solliciterons votre grande générosité.

M. DELLU : Vous avez dit que vous sollicitez la Fédération et vous espérez... Alors, d'abord, un, vous demandez combien ? Et deux, vous espérez combien ? Pour la deuxième, vous pouvez répondre hors micro, qu'ils n'entendent pas.

M. LE MAIRE : Pas du tout. Ce sera un dossier que je vais suivre personnellement à la Fédération. Oui, moi, je fais bénéficier mon territoire. Les éléments sont que la Ligue de tennis de Nouvelle Aquitaine indique un nombre d'étoiles à chaque projet. Le projet que pilote Laurent PRADES sera dans un projet jusqu'à une hauteur de 100 000 €. Donc, nous pourrions obtenir une subvention de 100 000 € de la Fédération française de tennis. Il y a le CNDS, etc. C'est pour cela que finalement dans les 150 000 € la grosse part sera la Fédération française de tennis.

Vous avez voté.

Un point particulier quand même sur un dossier qui n'est pas récent et donc saluer le travail d'obstination de Laurent pour enfin aboutir à cette délibération et permettre à des jeunes notamment de pouvoir faire du tennis et découvrir le padel. Et des moins jeunes bien évidemment, pour le tennis notamment.

DELIBERATION

«Le club de tennis (USTCT) compte à ce jour 450 adhérents pour 10 courts de tennis, dont deux couverts.

Suite à un audit de la Fédération Française de Tennis sur nos installations, il apparaît que le ratio courts couverts/licenciés est largement négatif. En effet, la moyenne nationale est de 1 court couvert pour 120 licenciés.

A cet effet, l'USTCT s'est rapprochée de la mairie afin de présenter un projet de club qui inclurait la création d'un court de tennis supplémentaire. Ce court permettrait de satisfaire la demande exponentielle actuelle. A savoir fidélisation des adhérents et recrutement de nouveaux joueurs (jeunes / adultes).

Ce terrain couvert supplémentaire éviterait également d'annuler de nombreux cours lorsque la météo n'est pas clémente, et permettrait également la création de créneaux supplémentaires pour les adhérents et non adhérents.

A ce court couvert supplémentaire, s'ajoute une demande d'un nouveau projet, à savoir la création de deux Padel couverts.

En effet, cette nouvelle pratique, affiliée à la Fédération Française de Tennis, permet la découverte d'une nouvelle activité, complémentaire au tennis et en pleine extension sur le territoire.

De nombreux complexes se développent chaque année. Le Club de Tennis doit suivre cette nouvelle tendance et s'équiper en terrains. Ils seront couverts et donc utilisés tout au long de la journée et de l'année.

Le projet global consiste donc à couvrir deux terrains de tennis. Sur l'un sera rénové un court de tennis en résine, et sur le second seront installés deux terrains de Padel.

Par ailleurs, chaque étape du projet sera suivie par des membres de la Fédération Française de Tennis. La Fédération nous conforte donc sur la pertinence de ce projet pour le développement du club et de l'activité Tennis et Padel.

Ce projet est estimé à 600 000 € TTC.

Je vous propose donc d'approuver ce projet de construction et de solliciter des subventions au taux maximum auprès de nos différents partenaires (Centre National pour le Développement du Sport, Conseil Régional, Conseil Départemental et Fédération Française de Tennis).

Je vous demande donc de bien vouloir :

- approuver le projet d'une couverture de deux terrains de tennis avec la rénovation de la surface d'un terrain en résine et la construction de 2 terrains de Padel sur l'emplacement du 2ème terrain de tennis.
- donner votre accord pour solliciter des subventions au taux maximal, auprès du Centre National pour le Développement du Sport et auprès du Conseil Régional, du Conseil Départemental et de la Fédération Française de Tennis.
- autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces afférentes à ces demandes et le plan de financement en découlant.»

ADOpte PAR 37 VOIX POUR
3 ABSTENTIONS (EELV)

Reçue en Préfecture 12/02/18

N° 12 - Tableau des effectifs : cadre d'emplois des agents de police municipale fusion des échelles de rémunération 4 et 5 en catégorie C

Mme PITOT : Tout est dit. Donc, il s'agit en effet de modifier le tableau des effectifs concernant la police municipale suite à la fusion du grade de gardien et de brigadier en un seul et même grade.

M. LE MAIRE : Tout est dit. Vos votes.

DELIBERATION

Madame PITOT, Adjointe déléguée aux Ressources Humaines, expose :

«Par délibération en date du 16 Janvier 2017, le tableau des effectifs avait été modifié prenant en compte la réorganisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C en raison de la fusion des échelles 4 et 5 de rémunération lors de la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, aux carrières et aux rémunérations.

Le cadre d'emplois des agents de Police municipale ne figurait pas dans cette délibération car les modifications statutaires relatives à ce cadre d'emplois sont parues ultérieurement avec le décret n°2017-397 du 24 Mars 2017 modifiant le décret 2006-1391 du 17/11/20006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Ce cadre d'emplois est désormais composé de deux grades gardien-brigadier et brigadier- chef principal suite à la fusion des grades de gardien et de brigadier (échelles 4 et 5).

Par ailleurs, dans le statut particulier de ce cadre d'emplois, le grade de chef de Police municipale est maintenu mais n'est plus accessible par voie d'avancement de grade.

A l'occasion de la refonte du tableau des effectifs pour ce cadre d'emplois, il est proposé de supprimer des postes ouverts mais non pourvus.

En conséquence le tableau des effectifs doit être modifié comme suit au 1/01/2017 :

<u>GRADES</u> Cadre emplois Agent de Police municipale	<u>AUTORISES</u>	<u>POURVUS</u>	<u>GRADES</u> Cadre emplois Agent de police municipale	<u>AUTORISES</u>	<u>POURVUS</u>
Chef de Police municipale	2	0	Chef de Police municipale	0	0
Brigadier-chef principal	5	4	Brigadier-chef principal	4	4
Brigadier	4	2	Gardien-Brigadier	5	5
Gardien	5	3			

Il convient de supprimer les postes non pourvus et de maintenir les crédits nécessaires au budget de la Ville – chapitre 012 – articles 64111 et suivants.»

Adopté par 40 VOIX POUR

Reçue en Préfecture le 12/02/18

Les deux prochains Conseils municipaux auront lieu le lundi 19 mars à 18 heures 30 et nous aurons le plaisir de nous retrouver le lundi 23 avril à 18 heures. Je vous remercie. La séance est levée. Bonne soirée à toutes et à tous.

La séance est levée à 20 heures 50.